

30  
40  
10



# LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## New-York.

VOL. III.

NEW-YORK, SAMEDI, 16 OCTOBRE 1830.

NO. 67

### FRANCE.

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 17 août.

PRÉSIDENCE DE M. LAFFITE, VICE-PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à une heure un quart.

M. Pavée de Vandœuvre, secrétaire, lit le procès-verbal de la dernière séance.

MM. le général Gérard, Dupont-de-l'Eure et Guizot, prennent successivement place au banc des ministres.

M. le Président fait part à la chambre de deux lettres de M. de Curzay, ex-préfet de la Gironde; dans la première de ces lettres, M. de Curzay se plaint de son arrestation et de la violation dans sa personne du caractère de député. Par la seconde, en date du 12 août, il donne sa démission, attendu qu'après avoir au prix de son sang gardé le serment qu'il avait prêté à Charles X, il lui serait impossible d'en prêter un autre au chef du nouveau gouvernement.

M. le Président annonce, au sujet de la première de ces lettres, que dès la veille de sa réception, des ordres avaient été donnés par le Gouvernement pour faire mettre M. de Curzay en liberté.

M. le marquis de Beausset, M. le chevalier de Caqueray, M. de Choiseul d'Aillecourt, le vicomte de Lapeyrolle, le comte Coutard, M. de Fontenay, annoncent également à la chambre qu'ils donnent leur démission. La plupart se fondent sur ce qu'ils regardent comme fini, le mandat qu'ils avaient reçu de leurs concitoyens.

Le chambre annule l'élection d'Ille et Vilaine, celle de l'arrondissement de Marseille, celle du grand collège des bouches du Rhône, comme irrégulières.

M. Gérard, ministre de la guerre, est appelé à la tribune pour la présentation d'un projet de loi tendant à assurer l'état des officiers de tout grade, à déterminer les bases des pensions de l'armée de terre, et à supprimer les retenues qui s'exercent sur ces pensions. Le ministre s'exprime en ces termes :

Messieurs, les conditions du nouveau pacte constitutionnel rangent au nombre des objets auxquels il doit être pourvu par des lois, les dispositions tendantes à assurer l'état des officiers de tout grade, de terre et de mer. Le projet de loi que le roi nous a chargé de vous présenter a pour but, non seulement d'exécuter cette condition, en ce qui concerne l'armée de terre, mais encore de consacrer diverses propositions, qui nous ont paru devoir faire partie de la même loi, soit en raison de leur affinité avec son objet principal, soit à cause des retards qu'entraînerait leur division en plusieurs projets distincts, qui devraient être présentés et discutés séparément.

Jusqu'au mois de février 1829, l'état des officiers de l'armée de terre avait été souvent compromis par des mesures de rigueur qui, à la perte de l'emploi, ajoutaient, dans certains cas, la privation de tout traitement, et souvent même la radiation des contrôles de l'armée. De nombreuses réclamations contre un pareil état de choses retentirent long-temps dans les deux chambres, et déterminèrent enfin le précédent gouvernement, par leur insistance et le constant appui qu'elles avaient rencontré, à calmer les inquiétudes et le mécontentement que cet abus de l'autorité avait répandus dans tous les rangs de la hiérarchie militaire.

L'ordonnance du 8 février 1829 parut donc, et porta que tout officier qui serait réformé à l'avenir, après huit ans de services accomplis, jouirait du traitement de réforme déterminé par l'ordonnance du 5 février 1823, et qu'il ne pourrait en être privé que par suite d'une condamnation judiciaire.

Cette ordonnance offrait de puissantes garanties contre l'exercice du pouvoir arbitraire auquel le sort des officiers avait été précédemment livré. Néanmoins elle n'atteignait qu'imparfaitement le but que ses auteurs semblaient s'être proposé. Aujourd'hui il s'agit d'assurer l'état des officiers d'une manière légale. C'est donc en termes précis qu'il faut définir les cas qui donnent lieu à la perte du grade. Le fait d'une condamnation judiciaire qui peut être prononcée pour de simples délits, ne nous paraît pas suffisant pour faire perdre les droits inhérents au grade. Ainsi, et en attendant le code qui devra régir la justice militaire, nous vous proposons, Messieurs, de poser le principe conservateur que les officiers de l'armée ne perdront désormais leur grade, et par conséquent les droits qui en dérivent, que par démission ou par une condamnation judiciaire prononçant ou emportant la destitution. Dans tout autre cas, ils sont en activité, en réforme ou en retraite.

L'art. 1er du projet de loi est fondé sur ce principe nettement exprimé qui, à l'avenir, préservera l'état des officiers des atteintes de l'arbitraire. (Mouvement d'approbation.)

Le pouvoir conféré au roi, chef suprême de l'armée, par l'art. 14 de la Charte constitutionnelle, comprenant la collation des emplois, c'est à ce pouvoir qu'il appartient, comme par le passé, de régler tout ce qui concerne l'activité et la réforme, ainsi que les allocations de solde dans ces deux positions dont la seconde, qui n'est qu'une modification de la première, aura pour principe l'inviolabilité du grade dans les termes de la loi.

L'article 2 du projet est conçu dans cet esprit.

Quant à la solde de retraite, nous avons pensé que les bases de sa fixation devaient rentrer dans le domaine de la loi, et qu'elles étaient inséparables des dispositions qui doivent assurer l'état des officiers. Les droits qui en résultent se résolvent d'ailleurs en pensions viagères inscriptibles au trésor; et sous ce rapport, leur concession doit être régie, non-seulement par les lois qui ouvrent le crédit d'inscription, mais encore par la sanction légale des bases de liquidation.

L'article 3 du projet de loi décide en ce sens une question controversée sous les gouvernements antérieurs. Il énonce formellement que les bases de la concession des soldes de retraite, tant pour les officiers que pour les sous-officiers et soldats, et des pensions aux veuves et orphelins de militaires, ne peuvent être déterminées désormais que par la loi.

Toutefois, l'admission de ce principe ne vous paraît pas, messieurs, susceptible d'emporter la nécessité de changer les règles existantes sous

l'empire desquelles des droits ont été acquis, des instances formées, des liquidations préparées et des pensions inscrites; un tarif réglementaire, mis en vigueur par une ordonnance du 10 octobre 1829, avait déterminé la fixation proportionnelle des pensions de l'armée de terre. Ce tarif se lie à d'autres dispositions avec lesquelles il forme une sorte de code dont la refonte, qui d'ailleurs exigerait de longs détails, présenterait peut-être plus d'inconvénients que d'utilité, parce qu'en pareille matière, la transition d'une législation à une autre a toujours le danger de froisser des intérêts et des positions. D'un autre côté, les retards qui résulteraient d'une suspension des réglemens qui ont eu jusqu'à présent force de loi, porteraient préjudice aux militaires de tous grades et aux veuves et orphelins de militaires qui attendent les récompenses ou les secours auxquels ils ont droit; ils ne nuiraient pas moins à l'efficacité des mesures que le gouvernement a eues et sera dans le cas de prendre pour l'organisation définitive de l'armée.

Dans ces circonstances, il nous a semblé que la nouvelle loi devait sanctionner purement et simplement le tarif actuellement en vigueur, et qui satisfait à tous les intérêts. Tels sont les motifs de l'article 4 qui vous est présenté.

Les articles 5 et 6 ont pour objet de confirmer les concessions de pensions militaires faites jusqu'à ce jour, et de maintenir les règles existantes sur la matière, avec la condition expresse qu'il ne pourra y être apporté de modifications qu'en vertu d'une loi. Au moyen de ces diverses propositions, l'état des officiers, ainsi que les droits que les militaires en général, et leurs veuves et orphelins sont appelés à faire valoir, auront leur garantie dans la sanction et la fixité de la loi. (Très bien! très bien!)

L'article 7 propose l'augmentation du crédit annuel affecté à l'inscription des pensions militaires au trésor. Cette proposition est motivée, d'une part, sur les améliorations introduites dans la fixation des pensions par le tarif annexé au projet de loi, et d'autre part, sur l'accroissement du nombre des pensions à liquider. Le crédit qu'il s'agit d'augmenter a été fixé à 700,000 fr. par l'article 5 de la loi du 20 juin 1827. La différence du nouveau tarif à celui qui était déterminé par l'ordonnance du 27 août 1814, étant évaluée à une augmentation moyenne du quart, il s'en suit que pour inscrire au trésor un nombre de pensions égal à celui qui, d'après le tarif en vigueur en 1827, pourrait être accordé dans la limite du crédit annuel de 700,000 fr., il serait nécessaire que ce crédit fut porté à environ 900,000 fr.

Mais comme il y a lieu de prévoir un accroissement dans les demandes de retraite, à titre d'ancienneté de service, et que les événements de la guerre en Afrique auront donné ouverture à des droits plus nombreux, à titre de blessures, le projet de loi propose d'élever, à dater du premier janvier 1833, le crédit annuel d'inscription, à un million, au lieu de 700,000 fr.

L'article 8 du projet de loi a pour objet la suppression des retenues qui s'exercent sur les pensions au profit de la dotation de l'hôtel des Invalides.

Depuis dix ans, et au retour de chaque session, des réclamations se sont élevées, dans le but d'obtenir que les pensions militaires fussent dégrevées de ces retenues, dont la perception est d'autant plus rigoureuse, en effet, qu'elle atteint, sans exception, les plus modestes soldes de retraite des simples soldats, et diminue, par là, des moyens d'existence, qui suffisent à peine aux premières nécessités de la vie. Leur suppression sera donc un bienfait pour la classe nombreuse des militaires en retraite, et des veuves de militaires, et nous vous la proposons, Messieurs, tant dans l'intérêt des anciens pensionnaires, sur le sort desquels l'amélioration du tarif des pensions ne peut réagir, que comme le complément de cette amélioration en faveur des militaires et des veuves qui seront ultérieurement admis à la pension. (Mouvement général de satisfaction.)

Cette suppression s'étendra naturellement aux pensions civiles dont les retenues n'eurent que pour un produit peu considérable dans les ressources de l'hôtel des Invalides, et dont la contribution à la dotation de cet établissement contrastait avec sa destination, les pensionnaires civils n'ayant aucun droit à être reçus dans un asile tout militaire.

Les retenues qui s'exercent sur les pensions civiles et militaires au profit de la dotation de l'hôtel des Invalides, en vertu des décrets des 25 mars et 10 avril 1811, ont produit, durant les dernières années, le revenu moyen ci-après :

Soldes de retraite de 900 fr. et au-dessus subissant une retenue de 5 pour cent.....	1,030,000 fr.
Soldes de retraite au-dessous de 900 fr. subissant une retenue de 2 pour cent.....	500,000
Pensions de veuves ou orphelins de militaires au-dessus de 500 fr. subissant une retenue de 2 pour cent.....	15,000
Pensions civiles au-dessus de 500 fr. subissant une retenue de 2 pour cent.....	25,000
Total.....	1,540,000 fr.

Ce revenu, composant aujourd'hui l'une des principales branches de la dotation des Invalides, il convient qu'il y soit remplacé par une subvention sur les fonds de l'Etat. Néanmoins, et bien que le produit des retenues soit annuellement de 1,540,000 fr., l'allocation demandée pour y suppléer dans l'art. 9 du projet de loi est seulement de 1 million 500,000 fr., parce que la somme des pensions tend à un décroissement progressif, et qu'au moyen de quelques économies reconnues possibles dans les dépenses de l'hôtel des Invalides et de sa succursale, cette réduction ne peut nullement préjudicier au service.

Telles sont, Messieurs, les diverses considérations qui motivent le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

Art. 1er. A l'avenir, aucun officier ne pourra perdre son grade que par démission ou par suite d'une condamnation judiciaire prononçant la dégradation. Dans tout autre cas, il sera en activité, en réforme ou en retraite.

2. Le roi, comme chef suprême de l'armée, règle ce qui concerne l'activité ou la réforme.

3. Les bases de la concession des soldes de retraite et des pensions aux veuves et aux orphelins de militaires, ne peuvent être déterminées que par la loi.

4. Les pensions de l'armée de terre seront réglées à l'avenir d'après le tarif annexé à la présente loi.

5. Les concessions de pensions militaires faites jusqu'à ce jour sont et demeurent confirmées.

6. Il n'est rien changé à la législation en vigueur pour la liquidation des pensions militaires, telle qu'elle est consacrée par les lois, ordonnances et réglemens sur la matière; mais il ne pourra désormais y être apporté de modifications qu'en vertu d'une loi.

7. A partir du 1er janvier 1830, les crédits annuels fixés à 700,000 fr. par l'art. 5 de la loi du 20 juin 1817 et ceux qui font l'objet de l'art. 3 de ladite loi, sont élevés à 1 million, tant pour couvrir l'augmentation des dépenses résultant de l'amélioration du tarif que pour faire face à l'accroissement des nombreuses pensions à liquider.

8. Les retenues qui s'exercent au profit de la dotation des Invalides, sur les pensions civiles et militaires, sont supprimées pour les arrérages postérieurs au 31 décembre de la présente année, en ce qui concerne les pensions militaires, et pour les arrérages postérieurs au 22 du même mois, à l'égard des autres pensions.

9. Une somme annuelle de 1,500,000 fr. sera portée au budget du département de la guerre à dater de l'exercice 1831, au remplacement du produit desdites retenues et à titre de subvention à la dotation de l'hôtel des Invalides.

M. le Président : La chambre donne acte au ministre du roi de la présentation du présent projet de loi, ordonne son impression et la distribution dans les bureaux.

M. Guizot, ministre de l'intérieur, a la parole pour une autre communication du gouvernement. Le ministre s'exprime en ces termes :

Messieurs, la charte a ordonné qu'une loi fut rédigée pour obliger à la réélection les membres de la chambre des députés appelés à des fonctions publiques. (Mouvement dans l'assemblée.)

Avant que la charte eût posé ce principe, la conscience publique l'avait reconnu. La charte, telle qu'une heureuse révolution l'a développée, n'a eu qu'à consacrer ces vérités auxquelles quinze ans d'expérience et de discussion avaient donné le sceau de l'évidence, elle a fait passer la raison commune dans le droit écrit.

Tel est le caractère du projet de loi que le roi nous a ordonné de vous présenter, et qui astreint à la réélection les députés promus à de nouveaux emplois. Les motifs en sont si connus, si généralement sentis, qu'il semble superflu de les exposer de nouveau. Le raisonnement et les faits ont d'avance convaincu le législateur.

Voici le projet de loi :

Art. 1er. Tout député qui acceptera des fonctions publiques salariées sera considéré comme donnant par ce seul fait sa démission de membre de la chambre des députés.

2. Néanmoins, il continuera de siéger dans la Chambre jusqu'au jour où sera consommée l'élection à laquelle son acceptation de fonctions publiques salariées aura donné lieu.

3. Sont exceptés de la disposition contenue dans l'art. 1er les militaires, jusqu'au grade de lieutenant-colonel inclusivement.

4. Les députés qui, à raison de l'acceptation de fonctions publiques salariées, auront cessé de faire partie de la Chambre des députés, pourront être réélus.

5. La présente loi sera applicable aux députés promus à des fonctions publiques depuis l'ouverture de la session actuelle.

M. le ministre de l'intérieur commence ensuite l'exposé des motifs d'un second projet de loi.

Messieurs, dit le ministre, le Roi nous a ordonné de demander à la Chambre un crédit extraordinaire de cinq millions, applicables sur l'exercice de 1830 à des dépenses urgentes.

En déposant les armes, le peuple de Paris est revenu à ses travaux; mais tous ne les ont pas retrouvés, et une interruption de travail de quinze jours laisse après elle bien des besoins. La nécessité de diriger vers des emplois utiles une activité qui pourrait compromettre de grands intérêts si elle manquait d'élément, s'applique à toute la France; elle est plus pressante qu'ailleurs à Paris, où la consommation a été si forte, la lutte si terrible et si glorieuse. L'énergie élan des journées de juillet s'arrête aujourd'hui sur les débris des obstacles qu'il a renversés, et ce n'est pas la moindre gloire de la population de Paris. Mais l'ébranlement ne peut cesser en un jour, et la rumeur est forte encore après le péril. Le bon sens du peuple le reconnaît, et demande au travail un refuge contre de nouvelles agitations. Témoins de ce qu'il a pu faire le courage de ce peuple, vous en croirez, Messieurs, son bon sens, et vous lui ouvrirez les ateliers qu'il réclame. (Mouvement très-vif d'adhésion.)

Voulant occuper un aussi grand nombre de bras qu'il se peut faire, nous avons préféré les travaux les plus grossiers, et ceux dont l'exécution se ramifie entre plusieurs professions. Je joins ici un état qui vous apprendra, mieux que nos paroles, si notre choix a été bien dirigé. Voici cet état :

Travaux exécutoires à Paris en 1830 au moyen d'allocations extraordinaires.

Arc de triomphe de l'Etoile, 150,000 fr.; Magdeleine, 200,000 fr.; Chambre des députés, arriéré, 300,000 fr.; à faire, 200,000 fr.; église Saint-Denis, 100,000 fr.; Jardin des Plantes, 50,000 fr.; bibliothèques, 75,000 fr.; école des Beaux-Arts, 100,000 fr.; Institut, 70,000 fr.; Ecole Polytechnique, 100,000 fr.; Sourds-Muets, 50,000 fr.; fonds de l'Etat, 1,465,000.

Dépenses des journées de juillet.

Caserne Saint-Martin, 100,000 fr.; réparations des barrières, 200,000 fr.; réparations extraordinaires du pavé, 120,000 fr.; entrepôt des vins, 300,000 fr.; déblai du Panthéon, 40,000 fr.; boulevards extérieurs, 20,000 fr.; corps-de-garde, 100,000 fr.; place de la Concorde, 100,000 fr.; égouts, 200,000 fr.; alignemens, 500,000 fr.; travaux de terrasse, 140,000 fr.; divers édifices commencés, 200,000 fr.—Fonds de la ville, total 2,000,000 fr.

Il est possible, Messieurs, il est utile, il est indispensable d'employer immédiatement en très grande partie à ces travaux et à quelques autres dépenses urgentes environ 5 millions de francs, et avant d'aller plus loin, nous devons déclarer qu'appréciant d'impérieuses nécessités et nous confiant au patriotisme de la chambre, nous n'avons pas craint de faire commencer immédiatement ces travaux pour lesquels nous vous deman-



dans des fonds. (De toutes parts: Oui! oui!) Les besoins auxquels il faut subvenir s'accommoderaient mal de l'inévitable lenteur des délibérations des chambres et les exigences de notre devoir, nous ont paru supérieures à tout autre considération. Une ordonnance royale, datée d'hier, a provisoirement accordé le crédit de cinq millions sur lequel nous vous demandons de délibérer. (Marques de satisfaction très prononcées.)

Voici le projet de loi :

Art. 1er. Un crédit extraordinaire de cinq millions est ouvert sur l'exercice 1839 au ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, qui en fera emploi pour les travaux publics et autres besoins urgents, auxquels il est indispensable de pourvoir.

2. Il sera rendu compte de l'emploi de ce crédit dans les formes légales et accoutumées.

M. le Président : la chambre donne acte au ministre du roi de ces projets de loi, en ordonne l'impression, la distribution et le renvoi dans les bureaux.

Il annonce ensuite que l'ordre du jour est le rapport des deux commissions nommées, l'une sur la proposition de M. Lemercier, l'autre sur celle de M. Benjamin de Lessert.

M. Marshall, rapporteur de la première, a la parole.

Il annonce que la commission après avoir examiné le projet du nouveau serment présenté par M. Mercier, en a adopté les principes, et l'a chargé de proposer à la chambre d'en amender les articles, en les modifiant de la manière suivante :

#### Amendements proposés par la commission.

Art. 1er. Tous les fonctionnaires publics dans l'ordre administratif et judiciaire, les officiers des armées de terre et de mer, seront tenus de prêter le serment dont la teneur suit :

Je jure fidélité au roi des Français, obéissance à la Charte constitutionnelle et aux lois du royaume.

2. Il ne pourra rien être ajouté ou changé à cette formule, si ce n'est en vertu d'une loi.

3. Tous les fonctionnaires actuels dans l'ordre administratif et judiciaire, et tous les officiers maintenant employés ou disponibles dans les armées de terre et de mer, prêteront le serment ci-dessus, dans le délai de quinze jours à compter de la présente loi, faute de quoi ils seront considérés comme démissionnaires.

La chambre, consultée par M. le président décide qu'elle s'occupera demain de la discussion de cette proposition.

Voici la teneur de la proposition de M. Delessert, amendée :

Art. 1er. « Il sera décerné une récompense à tous ceux qui ont été blessés en défendant la cause nationale à Paris, dans les glorieuses journées des 26, 27, 28 et 29 juillet dernier.

« Les pères, mères, veuves et enfants des citoyens qui ont succombé ou qui surcomberont par suite de leurs blessures, recevront une pension.

2. « Toutes les personnes dont les propriétés ont souffert à l'occasion des derniers événements, seront indemnisées de leurs pertes.

3. « Il sera frappé une médaille en mémoire de l'héroïque résistance des habitants de Paris.

4. « Il sera créé une commission chargée de recueillir et de constater les titres aux récompenses et pensions ci-dessus mentionnées.

« Le travail de cette commission sera communiqué aux chambres, à l'appui de la demande du crédit applicable aux dépenses déterminées par la présente loi.

« La liste des citoyens qui se seront distingués et de ceux qui sont morts en combattant pour la patrie, sera insérée au Bulletin des Lois et dans le Moniteur.

M. le Président : La chambre entend-elle s'occuper de cette proposition, avant ou après celle qui a été faite relativement à la formule du serment.

Voix confuses : Avant ! Après !

M. Marschal : Les fonctionnaires ne sont pas liés envers le gouvernement actuel ; il est urgent de les rattacher à l'ordre présent des choses. Tout délai apporté à la prestation du nouveau serment serait une prolongation d'un état provisoire dont il importe que nous sortions le plus tôt qu'il se pourra. (Appuyé ! non ! non !)

La chambre décide qu'elle s'occupera de la proposition qui vient d'être rapportée immédiatement après la loi sur le serment.

M. le Président : L'ordre du jour est épuisé. La séance est levée.

M. de Tracy réclame la parole pour le développement d'une proposition relative à l'abolition de la peine de mort.

Je demande, dit l'orateur, que la chambre déclare par une loi l'abolition de la peine de mort. Je pourrais me dispenser de tout développement, car je ne suppose pas qu'une pareille proposition puisse être écartée sans examen, et que la chambre hésite à la prendre en considération. Tout fois, et en attendant qu'une solennelle discussion s'établisse sur une si haute et si grave question, j'expliquerai brièvement et avec simplicité quelques motifs à l'appui de la proposition que je fais en ce moment.

M. de Tracy développe sa proposition.

M. Lepelletier d'Amay : L'usage de l'initiative accordé à la chambre ne détruit pas la supposition de la disposition où elle est de laisser le gouvernement lui proposer les réformes nécessaires. Pour ma part, je désire l'abolition de la peine de mort en matière politique, mais je ferai observer à l'égard du principe absolu invoqué par notre collègue, qu'il se rattache à l'ensemble de notre code pénal tout entier, et qu'il serait bon de réunir la proposition qui vous est faite, de la coordonner avec nos lois, de la présenter dans son application et dans ses détails. Je demande l'ajournement.

M. de Tracy : Je m'attendais à une divergence d'opinions sur le fond même de ma proposition, et je m'en rapportais à une discussion future du soin de réunir tous les esprits ; mais qu'on refusât de la prendre en considération, c'est ce que je ne pouvais vraiment supposer. Sans doute, si l'on n'abolissait la peine de mort que pour certains cas, je ne lèverais encore pour les seules modifications du système que je combats de tout mon pouvoir dans son ensemble ; mais comment nier que si le principe que j'invoque est vrai dans certains cas, il l'est dans tous ? Comment ne pas sentir qu'il s'agit précisément de proclamer un principe absolu, indépendant, sans restriction ?

Messieurs, plaçons deux choses hors du pouvoir de toute majorité, de toute unanimité même : la vie et la conscience de l'homme. (Bravos à gauche.) J'ai avancé cette question en homme d'honneur, en bon citoyen, et je vous supplie de permettre qu'elle soit solennellement débattue devant vous. (Appuyé ! appuyé !)

M. Rambuteau vote pour la prise en considération. L'ajournement est mis aux voix et rejeté. Le centre droit vote pour.

La prise en considération est adoptée. Le centre droit ne vote pas.

M. de la Pinsonnière propose d'accorder un délai de 15 jours aux membres qui, suivant la motion de M. Mercier, seraient considérés comme démissionnaires, faute de prêter serment ou d'envoyer leur adhésion.

M. Martignac : Il est impossible que chaque partie du territoire, que chaque opinion ne soit pas représentée ici, il est impossible que ce besoin ne soit pas senti de ceux qui ont reçu le mandat d'y satisfaire ; je pense donc que toute mesure coercitive est inutile. Il faut pourtant bien le reconnaître, l'obligation d'un nouveau serment est un obstacle à l'accomplissement du mandat accepté. Elle étonne la conscience, elle serre le cœur. Il faut pour s'y soumettre un devoir plus sacré que celui qui murmure, et pour être compris, ce devoir a besoin d'être étudié.

Mes amis politiques et moi, nous avons tout fait pour garantir un prince malheureux des maux qui viennent de l'atteindre. Nous connaissons depuis long-temps les vœux et les forces de la France. Dès le mois d'octobre 1824, nous lui disions dans un Mémoire, dont nous croyons pouvoir citer ici un extrait : la sagesse de deux rois a fait de grandes concessions à la France qui les a sérieusement adoptées. Vouloir les effaiblir, ce serait remettre en question la royauté elle-même, et personne n'aurait le funeste courage de le lui conseiller.

Ce fineste courage, d'autres l'ont eu, et, pour résultat, nous avons vu s'écrouler en deux jours un trône qui datait de dix siècles. Notre douleur a été profonde, nos regrets ont suivi ces princes malheureux, nous aurions désiré rattacher la France à un principe conservateur, garant de tous les intérêts. La puissance des événements, l'entraînement des circonstances ont tout décidé ; mes amis et moi, nous nous sommes trouvés en présence de faits accomplis, nous avons cherché quel était notre devoir : nous nous sommes divisés sur la question du serment, et je l'avouerai, j'ai douté de moi-même quand j'ai vu mon noble et généreux ami, Hyde de Neuville, déclarer qu'il ne le prêterait pas.

Mais enfin, j'ai dû faire taire la voix de mon cœur, quand la voix de la patrie se faisait entendre. Le parti contraire n'était pas difficile à pren-

dre : aucun danger ne menaçait ceux qui s'éloignent ; au contraire, les journaux organes de l'opinion triomphante leur prodigent des éloges qui ne sont pas sans quelque habileté. Mais est-ce là du devoir, de l'honneur bien entendu ? Nous tenons notre mandat, non de la royauté, mais du pays ; faut-il y renoncer parce qu'il devient plus difficile à remplir ? Laisserons-nous sans organes, l'opinion que nous représentons, les intérêts qui nous sont confiés sans défenseurs ? Que serait-ce si les électeurs qui nous ont choisis se retiraient des collèges comme nous de la chambre ? Je le déclare, mon devoir m'est apparu clair comme le jour, et c'est lui qui m'a retenu.

Quand on invoquera la liberté, nous invoquerons l'ordre ; si la voix des passions se fait entendre, nous demanderons l'exécution des lois ; et si nos places et nos rangs sont salies d'ignobles images, honteuses, inutiles, nous en appellerons à la pudeur publique, et personne ne nous désavouera.

Demandons-nous des faveurs, attendons-nous des succès ? Notre tâche sera obscure, ingrate, difficile ; mais nous la préférons à une inutile oisiveté. Nous pensons que tous nos collègues partageront cette opinion consciencieuse, désintéressée, et qu'ils viendront se réunir à nous. Du reste, je ne m'oppose pas à la prise en considération.

Ce discours a provoqué quelques marques d'hilarité au côté gauche, et des applaudissements dans les autres parties de la salle.

La prise en considération de la proposition de M. de la Pinsonnière est adoptée.

Il est 4 heures, la séance est levée.

Demain séance publique à une heure.

#### Séance du 18 août.

La séance est ouverte à une heure. MM. les ministres sont introduits successivement. Le procès-verbal de la séance d'hier est lu par M. Cunin-Gridaine et adopté sans réclamation.

M. le Président : L'ordre du jour appelle à la tribune le rapporteur de la commission chargée d'examiner la proposition relative à l'accusation du dernier ministère.

La séance est suspendue jusqu'à une heure et demie.

M. Duvergier de Hauranne est appelé à la tribune comme rapporteur de la commission chargée de la révision du règlement. Messieurs, dit-il, l'acte du 7 août a consolidé franchement nos libertés et en même temps posé les bases véritables du gouvernement représentatif. L'initiative vous a été donnée ; mais deux écueils sont à éviter ; trop de lenteur et trop de précipitation. Votre commission, en modifiant le règlement, a compris que les règles nouvelles qu'elle indiquait étaient provisoires et sujettes à l'épreuve de l'expérience. Je vais passer rapidement en revue les modifications que nous soumettons à l'approbation de la chambre.

Le renouvellement intégral est substitué au renouvellement partiel ; la chambre élit son président, ses vice-présidents et ses questeurs. La nécessité du costume est supprimée, sauf à décider ce qui devra être fait relativement au costume de cérémonie. Dans les questions complexes la division sera permise, mais non lorsqu'il s'agira d'une simple prise en considération. A l'égard du mode à adopter pour les propositions, la commission propose que les propositions soient d'abord renvoyées dans les bureaux ; que le vœu exprimé par trois bureaux suffise pour décider une lecture en séance publique ; que par suite de cette lecture la prise en considération soit mise aux voix. Il ne sera pas prononcé de discours écrits dans les discussions sur les articles. Les projets adressés au roi avant d'être soumis à l'appréciation de la chambre seront communiqués aux bureaux ; la réponse du roi sera lue en séance publique.

La chambre ordonne l'impression et la distribution du rapport de M. de Hauranne ; sa discussion est fixée à lundi prochain.

M. Béranger, rapporteur de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Salvette, relative à la mise en accusation du dernier ministère, a la parole, et il soumet à la chambre la proposition suivante :

« La chambre autorise la commission nommée pour l'examen de la proposition de M. Salvette à exercer tous les pouvoirs appartenant aux juges d'instruction et aux chambres du conseil. »

Il n'y a pas d'opposition ; la chambre ordonne le renvoi aux bureaux de cette proposition.

M. le ministre des finances propose un projet de loi tendant à dispenser du droit proportionnel et à réduire au droit fixe de 2 fr. l'enregistrement de tous contrats de prêt sur marchandises.

La chambre donne acte de la présentation du projet, en ordonne l'impression, la distribution et le renvoi aux bureaux pour la formation de la commission.

M. le Président : L'ordre du jour est la discussion de la proposition relative au serment des fonctionnaires publics.

M. de l'Exposition propose qu'un serment particulier soit décrété à l'égard des militaires ; il faut, dit-il, que le serment des militaires soit plus étendu que celui des fonctionnaires civils, il faut que la question de l'obéissance militaire soit traitée par la chambre, et décidée d'une manière conforme à la raison et aux vœux de tous les gens éclairés. Je demande le renvoi du projet à la commission pour un nouvel examen.

M. Marschal insiste pour que la discussion continue, et indique que l'article 2 laisse la faculté de statuer plus tard par une loi sur le point traité par le préopinant.

M. Mestadier appuie le renvoi à la commission.

Le renvoi est prononcé.

L'ordre du jour est la discussion sur la proposition de M. Delessert, relative aux récompenses à accorder aux blessés et à leurs familles.

M. Ch. Dupin demande que l'on ajoute une disposition pour créer à Paris une institution spéciale d'arts et métiers pour les orphelins et orphelines.

M. Jars pense qu'il faut laisser au gouvernement le soin des détails, et que la chambre ne doit pas s'en mêler ; le gouvernement verra quel meilleur emploi des fonds pourra être fait.

M. le président indique que la proposition de M. Ch. Dupin devra être l'objet d'un dernier article, qui sera mis aux voix à son tour.

Personne ne demandant la parole pour continuer la discussion générale, M. le président lit successivement chaque article de la loi présentée ; aucune réclamation ne s'élève ; les articles suivants sont adoptés :

Art. 1er. Il sera décerné des récompenses à tous ceux qui ont été blessés en défendant la cause nationale, à Paris, dans les glorieuses journées des 26, 27, 28 et 29 juillet dernier. Les pères, mères, veuves et enfants de ceux qui ont succombé ou qui surcomberont par suite de leurs blessures, recevront des pensions ou secours.

2. Toutes les personnes dont les propriétés auraient souffert par suite de ces événements, seront indemnisées aux frais de l'état.

3. Il sera frappé une médaille pour conserver le souvenir de ces événements.

4. Une commission nommée par le gouvernement fera les recherches nécessaires pour constater les titres de ceux qui ont droit, conformément aux articles précédents, aux récompenses, pensions, secours et indemnités.

Le travail de la commission sera communiqué aux chambres, à l'appui du crédit qui sera demandé.

L'état nominatif des citoyens qui auront mérité des récompenses, et la liste générale de ceux qui ont succombé, seront insérés au Bulletin des lois et dans le Moniteur.

Au moment où M. le président se dispose à mettre aux voix l'article additionnel de M. Ch. Dupin, celui-ci déclare retirer son article, et préférer le présenter plus tard comme proposition spéciale.

M. le Président : Maintenant la chambre doit voter la loi au scrutin secret.

L'un de MM. les secrétaires fait l'appel nominal.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votans..... 233

Boules blanches..... 227

Boules noires..... 6

La chambre adopte.

M. Labbey de Pompières dépose sur le bureau une proposition qui est renvoyée dans les bureaux.

La séance est levée à 6 heures.

Demain, réunion à midi dans les bureaux ; séance publique à une heure.

Au milieu d'une révolution, les exemples de tolérance et d'union méritent d'être cités. Une députation de la Gironde composée de sept membres, parmi lesquels cinq protestants, a été reçue par le roi. Elle a demandé avec instance la réintégration à la pairie de l'archevêque de Bordeaux, le digne M. Cheverus.

## ÉTATS-UNIS.

### NEW-YORK.

Nous avons reçu de Paris, une lettre dans laquelle se trouve le passage suivant : « ..... Les journaux libéraux se préparaient à une violente opposition lorsque les députés les plus influents, effrayés des dispositions hostiles des jeunes gens, et craignant un soulèvement des faubourgs, se sont rendus auprès des rédacteurs, et ils ont obtenu, non sans peine, qu'ils ne s'opposeraient pas aux mesures que la chambre allait adopter. Vous savez que la plupart de ces députés sont eux-mêmes propriétaires ou rédacteurs de ces journaux, ce qui explique leur influence. Vous ne devez donc pas former votre opinion sur ce que vous lisez dans les journaux que vous avez l'habitude de recevoir, car ils n'osent pas dire toute la vérité, et malheureusement les choses ne vont pas aussi bien qu'ils l'impriment. Vous savez combien dans ma position je dois désirer la tranquillité, mais je n'ose l'espérer. Tout le monde dit qu'on ne pouvait guère agir autrement qu'on n'a fait, et cependant personne n'est content. Nous devons tout redouter de l'exigence des jeunes gens et de la turbulence des classes ouvrières. »

Cette lettre explique le changement qui du jour au lendemain s'est fait remarquer dans les opinions de certains journaux libéraux. Ils connaissent toute l'influence de leurs paroles, et prévoyant de grands malheurs si la guerre civile se déclarait en France, ils ont craint qu'on pût leur reprocher un jour de l'avoir encouragée. Nous applaudissons à leur prudence, et nous les félicitons d'avoir su sacrifier leurs opinions à la tranquillité publique. D'autres n'ont pas été aussi prudents, et le silence de ces journaux a fait naître à l'instant de nouvelles feuilles d'une opposition violente et en a engagé quelques autres, à peine connues jusqu'alors, à s'emparer d'un poste qu'ils semblaient abandonner. Voici ce qu'on lit dans la Tribune :

« Parmi les nombreuses différences qui distinguent notre révolution de celle de nos pères, il en est une qu'il importe de constater. En 1789, le peuple était entraîné par des hommes généreux, pleins de génie et de courage, par des hommes qui se considéraient comme les mandataires du monde entier, par des Césars républicains qui croyaient n'avoir rien fait tant qu'il leur restait quelque chose à faire. En 1830, le peuple s'est levé spontanément, seul ; il a combattu sans guides, sans chefs, et ce n'est qu'après la victoire qu'ont paru les prétendus défenseurs de ses droits. Qu'ont fait alors la plupart de ces illustres citoyens sur lesquels reposait la confiance publique : Tout ce qui pouvait tendre à paralyser l'élan national, tout ce qu'il leur était possible de faire pour nous replacer au point où nous étions avant d'avoir foudroyé les satellites de la tyrannie.

Dans toutes les opérations de la chambre des députés, on voit percer la crainte que lui inspirent les armes dont nous avons fait un si glorieux emploi ; c'est pour nous désarmer qu'elle improvise en quelques heures un nouveau trône, une nouvelle Charte constitutionnelle et une nouvelle dynastie.

Mais de quel droit dispose-t-elle ainsi des destinées de la France ? De quel droit s'est-elle permis de fouler aux pieds les nombreuses pétitions de tant d'honorables citoyens qui demandaient que le peuple vainqueur fût consulté sur le choix du nouveau gouvernement qu'il lui conviendrait d'adopter ? Où la chambre des députés a-t-elle pris ce monstrueux pouvoir ?

Dans la Charte ? elle nous fut imposée par les Bourbons, qui eux-mêmes nous avaient été imposés par l'étranger. D'après cette Charte même, la chambre des députés ne forme que la troisième partie d'un pouvoir qui ne peut agir que collectivement, le roi a l'initiative des lois, les pairs sont inamovibles et indépendants. Les députés seuls ne sont rien, et ne peuvent rien faire qui ne soit frappé de nullité.

Les députés nous ont donné, disons mieux, nous ont imposé une charte et un roi. Cette charte, débris de l'œuvre de Louis XVIII, n'est en harmonie ni avec nos droits, ni avec nos lumières. Ce roi, tout nous l'annonce, est un prince véritablement français, il est ami sincère des lumières et de la liberté, autant que peut l'être un roi. La nation paraît accueillir avec froideur l'œuvre constitutionnelle et adopter le roi. Espérons que Louis-Philippe appréciera sa position et les devoirs qu'elle lui impose ; qu'il fera confirmer son élection par la nation elle-même, librement consultée. Deux cents députés, sans mission *ad hoc*, nommés par quatre-vingt mille électeurs, sur trente-deux millions de citoyens, n'ont pu lui conférer qu'un pouvoir sans fondement ; le peuple seul peut lui donner de véritables droits, et il les lui donnerait sans doute, car ce peuple généreux sait répondre à la confiance qu'on lui montre.

Mais il fallait entendre les hauts cris poussés par MM. Casimir Périer, Dupin et Villemain à la seule proposition de cet amendement par M. de Corcelles ? Le peuple !!! le peuple !!! répétaient-ils avec dérision !

« Oui, Messieurs, le peuple ! et vous ne pouvez le repousser, non-seulement sans injustice, mais encore sans ingratitude, car c'est lui qui, au prix de son sang, a sauvé de la proscription et peut-être de la mort, ceux d'entre vous qui méritaient la colère de l'ancienne cour, et n'avaient point de pacte secret avec elle.

Oui, M. Casimir Périer, le peuple ! Ils étaient du peuple ces jeunes gens qui se présentent chez vous le mardi 27 : ces jeunes gens à qui vous disiez qu'ils ne gagneraient point leur pain dans la rue, et auxquels vous recommandiez le respect de la légalité lorsque l'un d'eux vous disait qu'un de ses amis venait d'être saisi à votre porte.

« Parlez du peuple avec mépris, vous tous que le besoin des privilèges dévore ! Faites revivre la vieille aristocratie ; rendez-nous la regrettable, même en y substituant cette aristocratie qui n'a de titres que l'argent. Allez chapeau bas,



faire offre d'un trône au nom d'un peuple que vous refusez de consulter. Continuez à marcher dans cette voie des courtisanes qui s'ouvre à vous sous de nouvelles couleurs. Mais permettez-nous de suivre, dans la paix comme pendant la guerre, la route qui ne conduit qu'à l'estime de la nation.

Un journal nouveau, le *Moniteur des Faubourgs*, répandu avec profusion parmi la classe ouvrière, semble donner beaucoup d'inquiétudes aux amis de l'ordre et de la tranquillité ; il est lu avec avidité dans les faubourgs, et l'on jugera par le passage suivant de l'effet qu'il peut produire sur des hommes échauffés par le combat, qui connaissent leurs forces et ne peuvent que gagner à de nouveaux troubles :

« Lorsque le peuple est levé tous les intriguers disparaissent ; rentre-t-il dans ses ateliers, ils renouent leurs trames perfides ; et cette vérité, prouvée par tant de révolutions, vient de l'être encore par la nôtre. Quel chemin rétrograde ils nous ont fait faire depuis quelques jours ! Déjà la révolution semble n'avoir pas été faite pour la nation entière, mais seulement pour quelques individus. Ce gouvernement provisoire, nommé non par le peuple, mais par quelques particuliers, ne s'avise-t-il pas d'organiser le pouvoir du duc d'Orléans sans avoir consulté la nation ! Est-ce lâcheté ? mais comment peut-on éprouver de la crainte à la tête de tant de héros ? Est-ce ineptie ? pourquoi ne pas l'avouer ? la France est-elle si dépourvue de patriotes éclairés qu'elle ne puisse se donner elle-même d'autres magistrats ? Est-ce vénalité ? ah ! combien je ressens de craintes pour vos droits en me rappelant les liaisons intimes qui existent entre la famille d'Orléans et la plupart de ceux qui figurent en ce moment au pouvoir !

« Gardez soigneusement vos armes, courez aux élections lorsque le tems en sera venu, et vous déjouerez les trames de ces hommes perfides.

« A voir leurs beaux discours et leurs terribles procédés, leur morale si douce dans la théorie et si dure dans la pratique, leur politique si sage en apparence et si perfide en effet, tant de modestie sur les lèvres et tant d'orgueil dans le cœur, tant d'humanité dans les maximes et tant de cruauté dans les actions, des hommes si modérés et des intriguers si audacieux, on ne sait plus à quoi s'en tenir, et le titre de *libéraux* qu'ils usurpent et dont ils se parent avec ostentation, ne semble qu'un titre dérisoire destiné à désigner des hommes dangereux, d'inhumains égoïstes.

« Des armes, des élections générales, la liberté illimitée de la presse, voilà ce que vous ne devez vous laisser arracher qu'avec la vie. »

Une brochure intitulée « *Juicio imparcial sobre los acontecimientos de Mexico en 1828 y 29* » ou, Examen impartial des événements au Mexique dans les années 1828 et 29, vient d'être récemment publiée à New-York.

Cet écrit attribué à M. Lorenzo Zavala, personnage aussi distingué par le cours de sa politique, que par les fonctions élevées auxquelles il a été appelé dans plusieurs circonstances, en Espagne, et sous le gouvernement du Mexique, est remarquable par une grande concision, qui n'altère aucunement les faits historiques, ni les détails nécessaires à l'intelligence des événements et des causes qui les ont produits, ou de l'état moral de la population à chaque époque marquante de la révolution. Jusqu'ici, nous n'avons apprécié dans la lutte des partis, que les noms des chefs qui ont montré le plus d'audace dans les circonstances difficiles où ils se sont trouvés ; nous manquons d'un guide qui, après nous avoir dévoilé l'origine des troubles, nous montrât les hommes tels qu'ils sont, et nous fit connaître les vues ambitieuses et personnelles des uns, avec le caractère noble et désintéressé de ceux qui ont sacrifié leur repos et compromis leur bien-être pour la chose publique. L'auteur du pamphlet nous ouvre la voie que vainement nous cherchions à découvrir. Après avoir décrit la position du Mexique dès l'année 1808, l'ignorance dans laquelle le peuple était tenu à cette époque, au sujet des événements qui intéressaient la métropole, après nous avoir fait connaître les obstacles imposés par la police et par l'inquisition, à l'entrée dans le pays et à la circulation des livres français, et aux nouvelles des résultats de la révolution en France, il arrive au moment où l'Espagne, envahie par les armées françaises, est affranchie de l'autorité de son nouveau roi. C'est alors que par instinct, bien plus peut-être que par la conscience de leurs droits, les Espagnols résidant au Mexique déposèrent leur vice-roi Iturrigaray. Bientôt après, parvinrent au Mexique les proclamations des Juntas dans lesquelles les Mexicains étaient traités en frères. Deux ans plus tard cependant, lorsque les premiers mouvements révolutionnaires éclatèrent au Mexique, le peuple n'était pas encore suffisamment préparé pour apprécier tous les avantages qu'il pouvait espérer de ses succès, et ses chefs manquaient également de la capacité nécessaire pour en tirer un grand parti. Mais, dès-lors une antipathie violente commençait à se manifester contre les Espagnols, et l'on put prévoir par la disposition du peuple en faveur de l'indépendance, que les atrocités commises par les troupes espagnoles, et les sacrifices sanglants prescrits par les vainqueurs et exécutés contre les hommes du pays, devaient être le signal d'une guerre prochaine d'extermination. La fureur et l'indignation des Mexicains, loin de se ralentir pendant l'intervalle des premiers mouvements insurrectionnels, jusqu'à l'année 1821, furent constamment entretenues, et souvent excitées de nouveau par les supplices, l'excessive rigueur et l'arrogance des Espagnols envers les hommes du pays. Telle était, ajoute l'auteur, la disposition des esprits, lorsque le général Augustin Iturbide, conçut son plan de régénération et

fit le traité de Cordova, qui était devenu le point de réunion, pour aviser aux moyens de consacrer l'indépendance de la Nouvelle-Espagne. Si la maison royale d'Espagne, se rappelant la prévoyance judicieuse du comte d'Aranda, et les conseils donnés par ce ministre, cinquante ans plutôt à Charles III, avait su profiter de l'occasion, une branche de cette famille régnerait aujourd'hui au Mexique. Les Républicains encore peu nombreux et en défiance d'eux-mêmes, auraient renoncé, sans effort, à s'engager dans une lutte qui eût pu compromettre la base de tous les plans formés alors pour assurer leur indépendance. Le gouvernement monarchique constitutionnel, nouvellement établi, trouvait un appui formidable dans les membres du congrès mexicain, qui révéraient par tradition la constitution espagnole, avec tous ses principes contradictoires et ses dispositions inutiles. Il était soutenu par les Espagnols constitutionnels, venus d'Espagne avec le vice-roi O'Donoju ; ceux-ci, presque tous affiliés à la maçonnerie écossaise, établirent profusément dans le pays des loges du rite écossais, auxquelles furent bientôt initiés les hommes du pays les plus recommandables ; parmi eux se glissèrent quelques républicains. Les uns et les autres ayant les mêmes sentimens à l'égard d'Iturbide, travaillèrent de concert à détruire son influence et à renverser son autorité. C'est ainsi que ces assemblées mystiques changèrent leur caractère, et ont formé depuis des corps politiques, sans l'assistance desquels le gouvernement existant, et ceux qui l'ont précédé au Mexique auraient été privés de l'appui de l'opinion. Mais un plus grand mal fut bientôt révélé aux Mexicains, et il est incontestable qu'il a été dans la suite une source féconde de calamités. Les Cortès d'Espagne, d'accord, uniquement sur ce point avec le roi Ferdinand, se refusèrent à reconnaître les stipulations du traité conclu entre Iturbide et O'Donoju, et dès lors il ne se présenta plus d'autre alternative que celle d'une soumission absolue, ou d'une émancipation complète. L'opposition devint unanime de la part des Mexicains de tous les partis ; monarchistes républicains ou partisans d'Iturbide, tous se rallièrent à la voix de celui-ci, et secondé par la force armée, il fut proclamé empereur le 19 mai 1822. L'auteur traverse rapidement ce règne éphémère, passant sur la fin tragique d'Iturbide, il arrive à la formation en 1824 d'un gouvernement calqué sur celui des États-Unis, et à la tête duquel se trouve placé en qualité de président le général Guadalupe Victoria, homme indolent, obstiné et totalement dépourvu de connaissances pratiques en matière d'administration.

Déjà, le peuple avait compris sa position, et commençait à méditer sur les moyens de participer en masse aux avantages d'un gouvernement national. Mais égaré par des représentations perfides et de fausses démonstrations de patriotisme, il devint injuste et cruel, et un parti armé ayant à sa tête le général Lobato se prononça pour l'exclusion des Espagnols établis dans le pays. Don Lorenzo Zavala gouverneur de l'état de Mexico, et Guerrero, le dernier président, fugitif aujourd'hui, firent d'immenses efforts pour déconcerter les meneurs de cette trame, à la fois illégale et odieuse, et ils réussirent à force de constance et d'énergie à faire ajourner cette mesure, et à soumettre les factieux. Mais il parut nécessaire d'opposer une digue aux empiétements du parti des *Escocés* ; et dans ce but don Jose Maria Apulche, homme qui avait rendu des services signalés, et que son exaltation en faveur du gouvernement fédéral recommandait à l'amour du peuple, se joignit au colonel don Jose Mexia, et à quelques autres personnages, pour établir en opposition aux loges écossaises, la loge d'York. Cinq de ces loges étaient organisées, avant que le ministre des États-Unis M. Poinsett fut appelé à prendre aucune part à leurs délibérations. Il est avéré maintenant en dépit des clameurs du parti anglais, de M. Ward son coryphée, qui a si largement calomnié le pays, et qui a si peu fait pour le connaître, qu'on sollicita l'intervention de M. Poinsett, pour procurer des constitutions à la grande loge, et lorsqu'elles furent arrivées pour en faire l'installation. Bientôt les loges d'York se multiplièrent ; il s'en établit un grand nombre dans les provinces ; on en comptait 130 dans le Mexique. Cependant, ces réunions auxquelles le peuple avait accès, et où il se portait avec une ardeur qui se rapprochait du fanatisme, dégénérèrent à leur tour en assemblées politiques. Les ministres, et le président Victoria lui-même dont elles prévoyaient les intentions et surveillaient la conduite en étaient justement alarmés.

(A continuer.)

M. Dorigo annonce pour mardi prochain, 19 octobre, un grand concert à Masonic-Hall. Nous avons eu le plaisir d'entendre cet excellent chanteur, arrivé dernièrement d'Italie. Sa voix pleine, sonore, possède en même tems une douceur et une flexibilité qu'on rencontre bien rarement dans les basses-tailles. L'expression de son chant, sa méthode tout-à-fait italienne, et son goût toujours pur, seront certainement appréciés par les amateurs de la bonne musique.

Voici le programme du concert qui commencera à 8 heures précises :

#### PREMIÈRE PARTIE.

1. Ouverture de « La Châtelaine. » (Pour la première fois en Amérique.) Musique de HÉROLD.
2. Duo de la Gazza Ladra. « Come frenar il pianto. » Mme. Brichia et M. Dorigo.

3. Solo de Flûte exécuté par M. E. Cuddy.
4. Aria de l'inganno Felice. « Una voce m'ha colpito. » M. Dorigo.
5. Romance de Teobaldo e Isolina : « Notte Tremenda. » Mme Brichia avec accompagnement de Piano et de Flûte, par MM. Etienne et Cuddy.
6. Duo Buffo de la Cenerentola. « Un Segreto. » MM. Dorigo et Angerani.

#### SECONDE PARTIE.

7. Ouverture du Tancrède.
8. Duo de L'Elisa e Claudio. « Sé un istante. » Mme Brichia et M. Dorigo.
9. Variations pour Piano et Violon sur le motif « Bel raggio » dans la Semiramide de Rossini, exécutées par Mme Brichia et M. Segura.
10. Aria de L'Amasilia. « Si miei prodi. » M. Dorigo.
11. Air « Bejelito nuevo, » avec accompagnement de Guitare par M. Segura ; Mme. Brichia.
12. Aria Buffa de Figaro dans le Barbier de Séville : « Largo al Factotum. » M. Dorigo.
13. Finale par l'Orchestre.

On pourra se procurer des billets dans tous les principaux magasins de musique, ainsi qu'à City-Hotel, American-Hotel et à Masonic-Hall. Prix d'entrée \$1.

#### Extrait de l'Abeille de la Nouvelle-Orléans du 25 septembre.

L'attente de ces grandes nouvelles qui nous étaient promises par le courrier précédent, avait excité dans notre ville une émotion visible sur tous les visages ; l'impatience était à son comble quand on apprit jeudi que l'arrivée de la malle était retardée de quelques instans. Enfin quand la nouvelle fut connue, quand on sut que Charles X avait été forcé de fuir, et que le pavillon tricolore, après quinze ans, flottait de nouveau sur le palais des Tuileries, la sympathie et l'enthousiasme des Louisianais n'eurent plus de bornes, ce sang qui coule dans leurs veines leur rendant plus cher ce glorieux triomphe du peuple dont ils tirent leur origine et dont ils sont fiers de parler la langue. Les attroupemens, les cris, les trépignemens qu'on remarquait et qu'on entendait partout dans les lieux publics, témoignaient de la joie universelle ; chacun suspendit ses occupations pour courir à la recherche des gazettes qui, toutes, faisaient de leur mieux pour satisfaire l'impatience générale ; des drapeaux furent fabriqués en quelques heures et portés en triomphe dans toute la ville ; les cafés et plusieurs maisons en furent bientôt décorés. A trois heures, une goëlette mexicaine qui était dans le port, tira plusieurs volées de coups de canon, et hissa son pavillon. Dans une foule de maisons, des amis se réunirent pour célébrer par de joyeux banquets les évènements qui réhabilitaient dans toute leur estime leurs frères de France, et au bruit des verres, les hymnes patriotiques de la révolution française et les gais refrains de Béranger étaient répétés par toutes les bouches. En peu d'instans, plusieurs souscriptions furent ouvertes pour des repas publics, une entre autres pour fêter par un banquet le capitaine et les officiers du premier navire français qui entrera dans notre port avec les nouvelles couleurs nationales. Enfin, à l'entrée de la nuit, par un mouvement spontané, une partie du superbe Bataillon d'Artillerie de la Nouvelle-Orléans courut sur la Place d'Armes, les pièces y furent bientôt traînées, et un salut de 21 coups de canons fut tiré au bruit des mille acclamations d'une foule immense qui s'était portée sur les lieux. Bientôt la musique militaire de la Légion, jouant différens airs nationaux et français, parcouraient les quartiers les plus fréquentés, qu'un concours d'hommes, de femmes et d'enfans ne cessaient de remplir, se dirigeant vers la Bourse, en face de laquelle est situé le café de MM. Merle et Girodeau, qui avaient illuminé la façade de leur établissement, et placé au balcon deux drapeaux, l'un national, l'autre tricolore français ; ces drapeaux étaient incessamment salués par les passans, qui, répondant aux vœux du peuple régénéré, criaient *Vive la Liberté ! Vive la France Libre ! Vive Lafayette ! etc., etc.* On a remarqué que les Anglo-Américains n'ont pas moins montré de plaisir et d'enthousiasme que l'autre partie de la population ; il y avait entre les uns et les autres, dans cette circonstance vraiment extraordinaire, comme il y aura toujours dans toutes les autres (nous en sommes persuadés) un accord sincère, l'union la plus parfaite, inspirée par la participation des mêmes sentimens d'admiration pour ce grand et généreux peuple, qui vient de donner au monde un si mémorable exemple de courage civil. Le tumulte n'a commencé à s'apaiser un peu que vers minuit.

Le lendemain, un plus grand nombre encore de drapeaux tricolores flottaient dans la ville ; une multitude de banquets particuliers ont été célébrés, et le soir toute la Légion, en grand uniforme, assemblée sur la Place d'Armes, a opéré la réunion des deux drapeaux au bruit de cinquante coups de canon. La Légion a ensuite défilé dans les rues de la ville, et en passant devant la Bourse, les pelotons ont été salués, les uns après les autres, par les cris de *Hourra* qui partaient de toute part. La soirée s'est passée en réjouissances, et plusieurs maisons publiques étaient illuminées, entr'autres le café de MM. Merle et Girodeau, où se trouvait exposé le portrait du général Lafayette. Nous pourrions si nous voulions entrer dans des particularités, ajouter une foule de détails à ceux qui précèdent, mais ils suffisent pour donner une idée des dispositions bienveillantes du peuple américain, et surtout du peuple Louisianais pour la France. On peut dire que pendant ces deux journées la Nouvelle-Orléans a été plongée dans une joie délirante ; elle ressemblait (toute proportion gardée) à ce qu'a dû être Paris même après s'être délivrée du joug odieux de cette race vouée désormais à l'exécration universelle.

Une circonstance a vivement intéressé tous ceux qui ont assisté à la revue improvisée de la Légion : on a remarqué que le drapeau tricolore était porté par un ancien élève de l'école polytechnique ; M. Guillot : il était vêtu en bourgeois.

#### Colonies Françaises.

Le *Netoport Mercury* publie un extrait d'un journal de la Barbade du 23 septembre, conçu en ces termes. « Nous apprenons que le drapeau tricolore flotte dans tous les lieux publics à la Martinique et à la Guadeloupe. Cependant nous n'avons de détails d'aucune de ces villes sur la manière dont les évènements de France ont été accueillis.



## SCIENCES.

## DE LA MONOMANIE SUICIDE.

(Suite et fin.)

*Influence des saisons : tableau comparé des suicides pendant chaque mois de l'année. — Influence de certains livres publiés en Allemagne, digression sur Werther. — Influence des journaux et des faits horribles que plusieurs se plaisent à narrer. Le suicide dégénère souvent en épidémie : exemples à l'appui de cette observation. — Influence des différentes religions et des philosophies diverses. — Exemple de suicide mutuel en Angleterre ; pourquoi ce genre de suicide y est plus rare que sur le continent. — Le suicide est peu commun dans les gouvernements despotiques et parmi les militaires : exemples. — Influence d'une sensibilité raffinée, etc. — Tableau comparé des causes de suicide et du nombre de morts qu'elles ont fourni en Prusse pendant six ans. — Tableau comparé des modes de suicides et du nombre de morts qu'ils ont donnés. — Trailement adopté par Bonaparte contre le suicide.*

Séduits par le raisonnement plus spécieux que logique de Montesquieu dans son esprit des lois, certains auteurs systématiques ont donné trop de poids à l'influence du climat sur le développement de la monomanie suicide. Aussi M. Falret n'a-t-il pas prouvé sans peine que ce ne pouvait être qu'une cause prédisposante fort peu importante. On a beaucoup argumenté du climat lourd et brumeux de l'Angleterre ; mais l'air est bien plus chargé de vapeurs en Hollande, par exemple, où les suicides sont si rares ; et, d'ailleurs, ce n'est que depuis deux cents ans qu'ils se sont multipliés dans la Grande-Bretagne. Toutefois, la température paraît exercer une influence beaucoup plus certaine que le plus ou moins d'humidité du climat. M. Villeneuve assure, il est vrai, avoir observé qu'un air chaud, pesant et humide, et un ciel nuageux, produisent à Paris un effet remarquable, et que l'observation dure tant que le baromètre marque tempête. Mais cette observation, de même que le dicton populaire, n'est pas d'accord avec ce résultat bien certain que le mois de novembre, si généralement considéré comme portant au suicide par l'effet de son air brumeux, de son ciel noir et chargé de vapeurs, est précisément celui de toute l'année qui en fournit le moins. Enfin, contrairement à l'opinion émise par M. Villeneuve, l'automne et l'hiver donnent un chiffre beaucoup au dessous de celui que présentent le printemps et l'été.

Nombre des suicides pendant sept ans.	Printemps.....	997
	Été.....	933
	Automne.....	627
	Hiver.....	648

De 1817 à 1826, leur nombre fut pour les mois de

Janvier.....	213	Juillet.....	301
Février.....	218	Août.....	246
Mars.....	275	Septembre.....	276
Avril.....	374	Octobre.....	198
Mai.....	328	Novembre.....	131
Juin.....	336	Décembre.....	217

TOTAL.....3,133

A Westminster, à Hambourg, à Copenhague et à Rouen, les mois de juin et de juillet sont ceux qui donnent le chiffre le plus élevé, les mois d'octobre et de novembre ceux qui donnent le plus bas. On peut donc conclure de ces résultats divers que les jours qui voient le plus grand nombre de suicides sont ceux où le thermomètre de Fahrenheit s'élève à 80 ou 90 degrés. Le mois d'avril semble, il est vrai, le plus effrayant d'après les calculs de Paris, mais cela tient évidemment à l'accroissement considérable de population qui s'opère à cette époque dans les hautes comme dans les moyennes classes de la société.

Nous devons aussi rapporter à une autre cause que le climat ou la température le nombre extraordinaire de suicides qu'offrent certaines villes d'Allemagne. A Potsdam, par exemple, sans parler des militaires, nous trouvons 4.99 suicides, sur mille individus ; à Mersebourg 6.5, à Reichembach, 16.6..... Ce n'est qu'avec une profonde tristesse que nous nous croyons forcés d'attribuer cela, en grande partie, à quelques-uns des ouvrages allemands les plus populaires. Il nous répugne, il nous afflige, de dénoncer comme une des causes malheureusement trop certaines d'une multitude de suicides les ouvrages des auteurs dont le talent est le plus remarquable. Mais en traitant ce sujet, ce serait un tort, ce serait un crime de notre part, de faire l'apologie d'un roman aussi dangereux que Werther, qui a détraqué le cerveau et corrompu les principes de tant de milliers d'hommes avant de leur faire sentir le goût du poison. Et parce que c'est une œuvre de génie, sa détestable influence n'en est que plus active, plus pernicieuse : la magie du style, l'intérêt extrême de la fable, soumettent à je ne sais quel charme infernal qui aplanit la route du suicide. Cet ouvrage tend à prouver que les passions humaines, et particulièrement l'amour, ne sont qu'une inspiration immédiate du ciel ; qu'on aurait tort d'essayer, qu'on essaierait vainement de leur résister ; et que, par conséquent, un amant malheureux n'a plus qu'une ressource digne de l'homme, le suicide, que l'auteur range pompeusement au nombre des grandes vertus, pour ne pas déroger à la morale païenne. Ainsi donc cet ouvrage, aussi bien que l'imitation qu'en a faite Foscolo sous le titre de *Ultime lettre de Jacopo Orti*, et tous les ouvrages de ce genre, méritent d'être rejetés avec horreur comme tendant au renversement de tout ordre, de toute vertu sociale ou domestique, en brisant les barrières de toute loi, de toute contrainte, et faisant considérer ces passions, prétendues d'inspiration divine, comme la seule règle du bien ou du mal, la pierre de touche unique de la vertu et du vice. Tels sont les véritables principes des partisans du wertherisme : tel est le langage de ces malheureux qui voudraient prouver que le suicide est un acte de vertu, et se précipitent en insensés, les yeux fermés, dans un avenir incertain et terrible.

A cette influence funeste des livres délétères, nous ajouterons aussi, suivant la judicieuse remarque du docteur Burrow,

celle des journaux périodiques dont le nombre a pris un accroissement si rapide, et c'est une observation qui n'a point encore été faite. Là où le nombre des suicides est le plus considérable, il y a peu de personnes qui ne puissent lire beaucoup de journaux, grâce au bon marché de ces écrits, à la rapide fertilité de la presse. Comme la passion de ces sortes de lectures s'est développée à un très-haut degré, le goût public s'est en quelque sorte corrompu, blasé, et rien ne lui semble plus attrayant, plus intéressant que les récits des faits horribles et monstrueux : aussi lit-on avec une avidité sans exemple les enquêtes juridiques sur tous les suicides et les assassinats. Bien plus : non contents de ces événements domestiques, nos meilleurs journaux quotidiens ont soin de puiser à toutes les sources étrangères les preuves déplorables de la dégradation humaine, et ils les présentent sous une couleur telle, qu'ils inspirent bien plutôt une douce pitié qu'une horreur salutaire. Il n'est guère possible de douter que de semblables récits, très-fréquemment reproduits, et lus par une multitude de personnes, ne familiarisent les esprits avec le suicide, et ne les habituent à envisager ce crime avec moins d'effroi. Il est très-probable que là où l'on entend moins parler de suicides, il s'en commet moins aussi. On peut citer à l'appui de cette opinion le raisonnement d'une jeune femme revenue à la vie après avoir tenté de se donner la mort. Lorsqu'on lui demanda ce qui l'avait poussée à commettre un acte aussi épouvantable : « J'ai connu, répondit-elle, beaucoup d'autres personnes qui se sont tuées pour échapper au malheur, et je ne sais pourquoi on prétendrait m'empêcher d'attenter à ma vie. » (*Times*, 3 déc. 1827.) L'esprit n'est pas plutôt porté sur une donnée morale quelconque, que toutes ses pensées à la fois se concentrent sur ce point, et c'est ainsi qu'il méditera sur le suicide, alors même qu'aucun genre de maladie, aucune prédisposition, aucun mouvement de désespoir ne lui eût inspiré cette pensée. Il est donc bien important d'empêcher un homme plongé dans cette sorte d'aberration mentale, et qui a donné des preuves de monomanie suicide, de lire dans les journaux de semblables récits, de craindre de lui suggérer l'idée et les moyens de se tuer.

M. Falret cite plusieurs faits extraordinaires prouvant incontestablement que le suicide a dégénéré en épidémie, surtout dans les tems de grandes calamités publiques, ou pendant les grandes chaleurs et les saisons humides. En 1806, il y eut à Rouen, pendant les seuls mois de juillet et d'août, qui furent très-chauds, soixante suicides. Il y en eut à Copenhague plus de cent dans la même année. En 1793, on en compta treize cents dans la seule ville de Versailles. En 1813, une femme se pendit dans le petit village de Saint-Pierre-Nonjau (Valais), et plusieurs autres avaient déjà suivi son exemple quand l'autorité avisa aux moyens d'arrêter cette contagion. Primrose raconte qu'à Lyon les femmes éprouvèrent tout à coup une épidémie suicide qui les portait à se jeter toutes dans les puits de la ville. Un voyageur a raconté au docteur Burrow que, pendant son séjour à Malte, peu d'années avant que les Anglais se fussent emparés de cette île, les suicides se multiplièrent d'une manière si terrible que tous les moyens pour les empêcher furent inutiles jusqu'à ce qu'enfin le commandant s'avisa de refuser les honneurs religieux aux cadavres des suicides et les fit enterrer d'une manière toute cynique. L'épidémie cessa aussitôt. M. Castel a rapporté, dans une séance de l'académie royale de médecine, que les invalides de Paris ayant adopté la manie endémique de se pendre à un certain poteau, et plus de douze s'y étant pendus en fort peu de tems, on fit disparaître la contagion avec le poteau.

Le remède le plus efficace contre le suicide est la frayeur qu'inspire l'incertitude d'un avenir inconnu de nous, et M. Falret fait observer que les systèmes religieux des Druides, d'Odin et de Mahomet, portant au contraire à se jouer de la mort, ont occasionné un grand nombre de suicides. L'homme qui regarde la mort comme un sommeil éternel dédaigne de lutter contre l'adversité et préfère se jeter dans le néant. Les sceptiques sont aussi très-souvent portés à s'affranchir par la mort de l'agonie du doute. Mais la maxime des stoïciens, qu'un homme doit vivre autant que son devoir le lui permet, et non autant qu'il le peut, est, nous ne craignons pas de le dire, la cause première du suicide. Le brahmin, considérant la mort comme un passage à la vie, et persuadé qu'une mort naturelle est déshonorante, n'a rien de plus pressé que de se débarrasser de la vie. Les épicuriens et les péripatéticiens ont frappé de ridicule le suicide en disant que se tuer, c'est mourir de peur de la mort.

Une interprétation fautive de l'Écriture-Sainte peut quelquefois entraîner au suicide les personnes pieuses qui sont affectées de cette monomanie, témoin M. Gillet, qui se pendit à l'âge de soixante-dix ans, après avoir écrit sur sa propre main cette singulière apologie : « Jésus-Christ a dit : Lorsqu'un arbre est vieux et ne peut plus porter de fruit, il n'est bon qu'à être coupé et jeté au feu ! » Cet homme avait déjà auparavant attenté plus d'une fois à sa vie.

Le docteur Burrow a soigné un gentilhomme de trente ans qui, de crainte d'être empoisonné, mais sous prétexte qu'il voulait imiter l'abstinence de notre Seigneur Jésus-Christ, ne mangea pendant trois semaines que des fraises et de l'eau, encore en mangeait-il fort peu. Il ne voulait jamais consentir à rompre ce jeûne, et quand il se vit enfin forcé de prendre quelques aliments plus naturels, il était trop tard : il mourut d'inanition. Lorsque, dans un esprit qui commence à se détraquer, il s'établit une lutte entre la raison et les principes purs de la religion, la conclusion logique du différend est presque toujours le suicide. J'ai connu, dit M. Falret, une femme qui, bien convaincue que le suicide était contraire à ses principes religieux, finit cependant par se persuader qu'elle était comprise dans les cas d'exceptions nécessaires. Certains hommes se tuent pour décharger leur esprit de l'affreuse pensée du meurtre volontaire ; d'autres, comme J.-J. Rousseau, couvrent cette pensée des mois, des années entières, et finissent par commettre l'action qu'ils ont si long-tems regardée avec épouvante. Il n'est pas d'exemple plus frappant de ce dernier cas, que celui d'un compatriote du même J.-J. Rousseau, qui passa toute sa vie à prêcher le suicide et à écrire un gros volume in-folio pour prouver la pureté de sa doctrine. Son ouvrage terminé, il pensa qu'il était tems d'appuyer la théorie par

la pratique, et se noya dans le lac de Genève, à l'âge de soixante-huit ans.

Les suicides réciproques ne furent pas sans exemple autrefois, et ne sont pas rares aujourd'hui sur le continent. Le docteur Burrow remarque que ces événements sont presque inconnus dans la Grande-Bretagne : les Anglais ne portent pas jusque là le romantisme de mœurs. On a vu cependant une tentative de ce genre au mois de novembre dernier, dans un village situé à cinq milles environ de Londres. Un jeune couple, la femme âgée de seize ans, le mari de dix-neuf, s'étant aperçus quelques mois après leur mariage qu'il était plus facile de dépenser que de gagner l'argent, et qu'ils ne pouvaient vivre comme ils l'auraient désiré, firent à ce sujet une consultation sérieuse et en vinrent à conclure que le meilleur, le seul remède qui leur restât, était de mettre fin à tous leurs besoins par un suicide réciproque. Après avoir dîné sur ces conclusions, le mari vaqua pendant l'après-midi comme de coutume à ses affaires ; mais, en rentrant chez lui pour prendre le thé, il apporta un quarteron de sucre de Lead dans le but de mettre leur projet commun à exécution. Le tout fut mis à infuser dans un bol de café, passé et sucré soigneusement pour en adoucir le mauvais goût ; après quoi le jeune homme écrivit avec beaucoup de sang-froid à son père, qu'il avait eu soin d'envoyer prier de venir chez lui dans la soirée, et il lui expliqua la cause de sa mort dans une lettre qu'il posa sur la table. Entre quatre et cinq heures les jeunes époux avalèrent chacun la moitié du remède, et, moins d'une heure après le père du mari étant venu, les trouva étendus par terre dans les bras l'un de l'autre et presque sans connaissance. La seule réponse qu'il put leur arracher fut le mot *poison* indistinctement prononcé par l'un d'eux. On fit venir aussitôt un médecin, mais on ne put les déterminer à prendre aucun contre-poison, résolu qu'ils étaient tous deux à mourir en héros, car ils se tenaient si étroitement serrés dans les bras l'un de l'autre, qu'il fallut plusieurs personnes pour les séparer. La jeune épouse finit enfin par se relâcher de son obstination ; mais, forte encore au moment de la mort, elle crut devoir toujours obéissance à son mari et lui dit d'une voix à moitié suppliante : Le boirai-je, cher ami ? A cette prière il répondit par un *non* très-sec accompagné d'un affreux serment. Mais l'amour de la vie l'emporta dans le cœur de la jeune femme, elle désobéit et avala le contre-poison. Le mari ne se laissa pas vaincre aussi facilement, il fallut le lui faire boire de force. Les effets du poison furent ainsi heureusement combattus, et les deux époux revinrent à la vie, mais ce ne fut pas sans peine.

M. Falret pense que le suicide, ainsi que la folie, est très-rare sous les gouvernements despotiques. Mais il n'en est pas ainsi dans les tems de crises que déterminent, par exemple, le passage de la liberté à l'absolutisme, et sous une tyrannie barbare telle que celle du Japon, où le plus léger crime, et même la plus légère tentative de crime, sont punis de mort ; car dans ce cas les hommes sont tellement familiarisés avec la mort qu'ils se déchirent les entrailles avec une froideur inimaginable.

Toutefois, parmi les militaires qui font profession de se jouer de la vie, on ne voit guère de duels ou de suicides que pendant la paix et au sein de l'oisiveté. C'est à peine si le soldat songe à se donner la mort au milieu des revers les plus désespérants, et l'on n'entendit guère parler de suicide parmi les Français dans la désastreuse campagne de Russie. Presque toutes les républiques au contraire paraissent fécondes en suicides ; mais ce n'est pas dans la fureur des révolutions politiques que ce crime est le plus fréquent, comme le prétend M. Falret ; c'est ou pendant les premiers mouvements de tendance, ou lorsque le calme commence à se rétablir, parce que dans ce dernier cas les pertes dont les familles ont été frappées, portent le trouble dans les esprits et les poussent à la destruction. Dans un état où la civilisation marche à grands pas, tout individu étant à même d'acquiescer de l'instruction, certains esprits subissent un développement au dessus de leurs forces ; les passions s'agitent avec plus de violence, et les desirs s'irritent en raison de la difficulté même qu'on éprouve à les satisfaire : c'est alors que les suicides se multiplient ! ... En Russie, on sait à peine ce que c'est qu'une mort volontaire.

Le docteur Burrow, dans ses commentaires, cite le fait suivant, qui prouve d'une manière assez frappante le danger qu'il y a de se créer cette sensibilité excessive dont le paroxysme est le dernier pas vers le suicide.

« Un homme d'une famille distinguée, d'un talent remarquable et occupant un rang élevé dans son pays, épousa de très-bonne heure une femme qui absorbait ses plus tendres affections. Doué d'une extrême susceptibilité, il a développé au plus haut degré, par l'étude et l'éducation, toutes les qualités de son esprit. Il est bon de faire observer, comme une particularité bizarre de sa constitution, que, dans l'état normal, son pouls ne bat que quarante fois par minute (au lieu de 75 fois), et que la plus légère agitation produit chez lui un accès de fièvre qui accélère ses pulsations au point qu'il devient impossible de les compter. Homme d'esprit et de caractère dans le cours ordinaire de la vie, il devient dans ces accès, timide, peureux, ne sait plus ce qu'il fait, et tombe dans un abattement qui dure plusieurs jours. Madame \*\*\*, qui connaissait parfaitement l'infirmité de son mari, sut le diriger et le caresser avec tout le charme d'une délicatesse de femme, et lui donna plus de bonheur qu'il n'en avait jamais éprouvé. Mais il eut le malheur de la perdre la première année de leur mariage. Il en éprouva une douleur très-sensible, et lors même que le tems en eut adouci la violence, il demeura dans un état digne de pitié, et sa pensée se reportait toujours sur les vertus de celle qu'il avait perdue. Il essaya tous les moyens pour se distraire de sa mélancolie, mais ces tentatives infructueuses furent suivies de réflexions poignantes, et ses idées se tournèrent alors vers le suicide. Il raisonna long-tems avec lui-même à ce sujet, mais du moment où la voix de la religion ne se fit plus entendre de lui, ce crime ne lui parut plus un crime. J'eus l'occasion de connaître tout ce qui se passait dans son esprit pendant cette révolution de pensées, par la lecture de quelques notes qu'il avait écrites pour analyser l'état où il se trouvait. Il parlait dans les termes de la plus tendre affection de l'épouse que la mort lui avait enlevée, et de l'intention qu'il avait de la rejoindre bientôt, par une mort volontaire, non pas dans le ciel, mais dans l'élysée. Un soir,



après avoir écrit longuement à ses parens les plus chers avec une sorte de gaieté apparente, il se retira dans sa chambre, se déshabilla et renvoya son valet de chambre. Alors ses tristes réflexions revinrent l'accabler, et dans un de ses accès il se tira un premier coup de pistolet qui ne partit pas, puis un second qui le blessa grièvement, mais non mortellement, et lui fit même perdre beaucoup de sang. Alors il demanda du secours. Cela opéra un changement dans sa constitution, mais sa blessure ne tarda pas à guérir. Je fus consulté pour lui à cette occasion. Il me fut impossible de découvrir dans sa conversation le plus léger dérangement du cerveau, et rien dans sa physionomie n'annonçait la monomanie suicide. Il causait librement sur sa situation et ses opinions passées et actuelles, et se soumit sans la moindre difficulté au régime que je voudrais lui imposer, prêt à faire tout ce que je lui ordonnerais pour le distraire de ses funestes pensées et le ramener à un état moral plus calme et plus doux. Il reprit par degrés plus de tranquillité et voyagea pendant un an et demi sur le continent. A son retour il me sembla très-changé en mieux, et je le crus plus guéri encore qu'il ne veut le devenir jamais. Mais rien n'a pu combattre sa susceptibilité naturelle, et ce n'est qu'en se livrant constamment à des occupations actives et convenables à son genre de talent, ou par le moyen d'une femme capable de remplacer celle qu'il a perdue, qu'il parviendra à se réconcilier parfaitement avec lui-même et avec la vie.

— L'ennui, ou le spleen, n'est pas la maladie du laboureur et de l'artisan, mais de l'homme riche, de l'homme blasé. Cependant il affecte souvent les artistes, soit qu'ils aient étudié un art qui n'était pas de leur choix, ou qui ne répondait pas à la tournure de leur génie. Supposez en effet que tous les objets dont nous sommes environnés soient désagréables, ou même que ces objets, attirant sous tous les rapports, ne nous procurent aucune satisfaction, aucune jouissance, alors l'ennui, le spleen, le dégoût de la vie, pèse sur toutes nos actions, et ne mène que trop souvent au suicide. L'homme qui aime, s'il est séparé de son amante, languira au milieu des plaisirs de la société la plus recherchée, la plus agréable, il se desséchera et tombera dans les accès du spleen. L'ambitieux contrarié dans ses projets, arrêté dans sa course, sèchera aussi d'ennui et de dépit; et la mélancolie s'emparera du jeune homme qui au printemps de sa vie s'abandonne à un désœuvrement insipide. Ainsi encore languira et se flétrira comme une fleur transplantée sur une terre étrangère, celui qui bercé de l'espoir de revoir les lieux où il passa son enfance, sera trompé dans ses espérances.

Il n'est pas sans intérêt de présenter ici un tableau comparatif des causes diverses qui ont donné lieu aux suicides, et du nombre de suicides qu'a fourni chacune d'elles. Pour cela, nous nous en rapporterons aux tableaux des suicides en Prusse, pendant six ans et demi, depuis 1818, dressés par le docteur Casper, de Berlin.

Honneur blessé . . .	14
Aliénation mentale . .	61
Boisson et prodigalité .	54
Crainte d'un châtim. . .	32
Dettes et troubles domestiques . . .	18
Amour . . . . .	12
Mariages empêchés . .	11
Dégoût de la vie . . .	3
Maladies et chagrins . .	12
Exaltation religieuse . .	1
Causes inconnues . . .	282

Quant aux modes de suicide, voici le tableau proportionnel du nombre de partisans qu'ils ont trouvés parmi 625 Prussiens qui se sont donné la mort :

La corde . . . . .	234
Le pistolet . . . . .	163
L'eau . . . . .	60
Le poignard . . . . .	20
Le poison . . . . .	10
L'amputation de la gorge	17
L'ouverture d'une artère	2
La chute d'une fenêtre .	19

525

Dans ces tableaux, on ne distingue pas les suicides de femmes des suicides d'hommes; mais il a été remarqué que généralement ce crime est beaucoup moins commun parmi les femmes que parmi les hommes. Il semble surprenant que sur un si grand nombre de suicides, un seul se soit donné la mort par exaltation religieuse. Le nombre de ceux qui se sont tués par crainte du châtim. indique ou que le système de la pénalité est affreux en Prusse, ou qu'il a régné une sorte d'épidémie parmi les prisonniers. La corde paraît avoir obtenu la préférence en Prusse comme en Angleterre. En France on préfère généralement se précipiter du haut d'une maison, d'un pont, d'une colonne ou d'un monument public : cela fait plus de bruit...

En parcourant l'ouvrage de M. Falret, nous trouvons deux anecdotes remarquables sur Napoléon, et qui peuvent servir à expliquer pourquoi il y eut, comme nous l'avons dit, si peu de suicides parmi ses soldats à l'époque de leurs revers, et pour quoi il ne se tua pas lui-même. Lorsqu'il était consul, deux crimes de ce genre ayant eu lieu dans l'espace d'une semaine dans le même régiment de ligne, il craignit la contagion de cette manie, et fit aussitôt mettre cet arrêt à l'ordre du jour :

« Un soldat doit être plus fort que ses passions. L'homme qui supporte ses chagrins sans se plaindre et se laisser abattre, fait preuve d'un courage aussi vrai que celui qui se tient ferme sous le feu d'une batterie. Se laisser dompter par la mélancolie ou se donner la mort pour s'en délivrer, c'est prendre la fuite et abandonner le champ de bataille avant que la victoire soit décidée. »

Cet ordre produisit un effet magique : les soldats de Bonaparte ne purent supporter l'idée de passer pour des lâches...

## POÉSIE.

## LE SOLDAT BLESSÉ.

29 juillet 1830.

Grands citoyens de la grande cité,  
Je suis mourant, prenez mes armes;  
Mais mon ruban par mon sang acheté,  
Rendez-le-moi ! Voyez mes larmes;  
Napoléon avant moi l'a porté.

Ma croix !... ma croix !... Je la gagnai dans Vienne,  
Alors que sous cent mille bras  
Tuiles, pavés, mitraille citoyenne,  
Semblaient devoir faire en éclats  
Crouler sur nous la ville autrichienne.

Qui fut vainqueur alors ?... Souvenez-vous  
De tant de gloire, notre ouvrage.  
Eh bien ! hier l'effroi nous glaçait tous ;  
Hier nous étions sans courage,  
L'Helvétien se battait mieux que nous.

Ne croyez point nos cœurs pusillanimes ;  
Français, ne nous maudissez pas !  
Des deux côtés d'héroïques victimes  
S'offraient ; et parmi nous, soldats,  
Combien sont morts en citoyens sublimes !

Sous votre feu sanglant et foudroyé,  
Les uns, le sourire à la bouche,  
Vous admiraient, sur leurs armes appuyés ;  
D'autres, déchirant leur cartouche,  
Laisaient tomber les balles à leurs pieds.

Ils ont fait plus encor pour votre gloire,  
Pour votre bonheur d'aujourd'hui ;  
Nos ennemis jamais n'y voudront croire ;  
Enfants, devant vous ils ont fui !  
Qu'ils aient leur part dans la grande victoire.

Moi, vieux soldat, j'ai vu nos rangs s'ouvrir ;  
Entre l'honneur et ma consigne...  
Je n'ai point fui ; ça m'eût trop fait souffrir ;  
Mais de vous pourtant je suis digne,  
Car contre vous je n'ai pu que mourir.

Voici ma croix !... votre main m'en décore !  
Vive la France ! adieu... je meurs !  
Mais, par pitié, ne puis-je donc encore  
Couvrir de baisers et de pleurs  
Mon vieux drapeau, mon drapeau tricolore !...

Et le drapeau sur son front s'abaissa.  
Un souvenir, doux comme l'espérance,  
Vint un moment suspendre sa souffrance ;  
Le vétéran contre son cœur pressa  
Ce vieux drapeau qui renaît pour l'histoire.  
Tous deux semblaient se parler de leur gloire...  
Bientôt la foule au loin se dispersa,  
Il n'était plus !

Sous la porte du Louvre

On a creusé deux tombes : d'un côté  
Sont nos héros morts pour la liberté.  
Ah ! qu'un trophée immortel les recouvre !  
Mais ces soldats qui, même sous nos coups,  
En expirant, faisaient des vœux pour nous...  
Pas une fleur ! Dans des partis contraires  
Nous avons eu des citoyens, des frères.  
Si quelques-uns, égarés un moment,  
N'ont pas heurté d'un refus légitime  
L'affreux devoir qui commandait le crime,  
D'autres près d'eux sont tombés noblement.  
Même à l'erreur, grand peuple, tu pardonnes !  
Viens d'une palme orner leur monument.  
Des deux côtés brilla le dévouement ;  
Tous les tombeaux demandent des couronnes.

X-B. SAINTINE.

## VOYAGES.

## MAGNIFICENCE ET SINGULARITÉ DU CULTE ROMAIN AU PÉROU.

La ferveur du catholicisme espagnol ne s'est nulle part montrée avec plus d'éclat qu'au Pérou. Santo-Domingo, une des principales églises de Lima, est d'une magnificence, qui étonnerait, même après le voyage de Rome. La tour la plus élevée de la ville est construite, en majeure partie, de bajareque ; les cloches sont très-belles, surtout la grande, qui fut fondue en 1807. Le toit de l'église est supporté par de légers piliers peints et dorés ; le plafond est divisé en panneaux par des moulures dorées. Ceux du centre représentent quelques sujets de l'Écriture-Sainte, peints à fresque. Le grand autel, selon l'usage, est très-élevé ; il est d'architecture moderne, et d'ordre ionique ; dans le sanctuaire, à droite, est l'autel de Notre Dame du Rosaire, richement orné et revêtu de bas-reliefs en argent ; il surpasse en beauté, par l'effet qu'il produit, tous ceux de Lima ; il est entièrement revêtu d'argent pur. D'élégantes colonnes, des piédestaux couverts de bas-reliefs, d'un travail achevé, des chapiteaux, des corniches, etc., dont quelques-uns sont dorés à deux couches, produisent le plus bel effet. Au centre de l'autel est la niche de la madone, qui est d'un travail exquis ; l'intérieur contient le tableau transparent d'un temple ; le jour y pénètre par une croisée placée derrière l'autel. La statue est magnifiquement habillée ; sa couronne est un bouquet de diamans et autres pierres précieuses ; sa robe du plus riche brocard, est ornée de dentelles et de broderies ; son rosaire est composé de grosses perles de la plus grande beauté. Telle est l'abondance ou plutôt la profusion de sa garde-robe, que pendant toute l'année elle n'est jamais revêtue deux jours de suite du même vêtement. Quinze grands cierges brûlent sans cesse dans des candélabres d'ar-

gent. Dans un demi-cercle, devant l'autel, sont suspendues, par des chaînes d'argent massif, quatorze lourdes et grandes lampes d'argent artistement travaillées, dans lesquelles on brûle sans interruption de l'huile d'olive ; on y voit, en outre, suspendues de la même manière, huit cages en argent, dont les hôtes emplumés joignent leur ramage aux sons imposants de l'orgue et aux chants sacrés du culte divin. Quatre lustres magnifiques sont suspendus vis-à-vis de l'autel, chacun d'eux contenant quinze cierges ; au-dessous sont rangés six gros candélabres en argent, de six pieds de haut, et six tables, dont chacune supporte un grand candélabre en argent, à sept branches ; quatre urnes du même métal sont remplies de parfums qui brûlent toujours à l'époque des fêtes, et exhalent une odeur délicieuse : tout autour brûlent des pastilles odorantes, que tiennent des Chérubins en argent. C'est surtout lorsqu'on célèbre la fête de la Vierge, et particulièrement à la fête du Rosaire et de l'Octave, que la pompeuse magnificence de cet autel surpasse toute description : à cette époque, pendant neuf jours, plus de mille cierges répandent leur vive lumière ; et pendant le même espace de tems, les chants et la musique du chœur se font entendre sans interruption.

Mais une chose plus curieuse encore, c'est la pompe bizarre des processions religieuses de Quito. « Une de ces processions, dit un voyageur, me parut si nouvelle et en même tems si étrange, que je ne puis m'empêcher de la décrire. Dans un petit village situé à environ une lieue de la ville, il y a une statue de la Vierge : les pieux habitants de ces lieux croient qu'elle les a protégés contre la furie destructive des tremblemens de terre qui ruinèrent Riobamba et Tacunga ; en conséquence, ils votèrent en l'honneur de cette statue deux fêtes annuelles qui devaient être célébrées dans la cathédrale de la ville. Ils s'adressèrent à la cour de Madrid pour obtenir que la procession fût célébrée avec la pompe que pouvait y ajouter la présence de toute la force militaire ; la concession royale dépassa de beaucoup l'humble requête ; car sa majesté catholique conféra à la Vierge de Guapulo le grade de capitaine-général de ses armées, ce qui équivalait à celui de maréchal de France, avec le droit de jouir de son traitement et de ses privilèges pendant les dix jours de sa résidence à Quito ; par suite de cette concession, le jour où elle fait son entrée dans Quito, toute la force militaire borde les rues, présente les armes, et les tambours battent aux champs. »

La Vierge est placée sur un brancard entouré de rideaux de velours cramoisi, porté sur les épaules de quelques-uns des principaux habitants, précédés du chapitre et des membres de la corporation. La statue étant alors de service, devient capitaine-général et paraît en grand uniforme ; elle a sur ses manches la broderie de son rang ; sur sa tête est placé un chapeau retapé et garni de galons d'or, avec une cocarde rouge et une plume ; elle tient dans sa main le bâton ou signe de commandement. L'enfant Jésus participe à ces honneurs ; un chapeau galonné en or, une petite épée d'or et une mante rouge ornent sa statue ; ainsi vêtus, ils sont portés dans la cathédrale, où on leur rend leurs vêtements ordinaires ; mais la Vierge conserve dans la main le bâton du commandement, jusqu'au moment où elle quitte la ville.

Le gouvernement républicain a maintenu ces solennités. Cependant, malgré les ménagemens dont il use envers le clergé catholique, l'opinion des prêtres créoles devient de jour en jour moins favorable à l'émancipation. Dans le principe, comme ils étaient exclus des honneurs de l'épiscopat et de tous les riches bénéfices par les prêtres espagnols, ils avoient accueilli la révolution avec joie ; mais ils commencent à s'inquiéter de ses conséquences probables ou possibles : et d'après ce qui s'est passé en France, ils pensent qu'il arrivera un moment où les riches dotations du sacerdoce seront envahies et vendues au profit de l'état. »

## SMYRNE.

## VOYAGE SCIENTIFIQUE DE M. VIRLET.

M. Virlet, membre de la commission scientifique de Morée, vient d'arriver ici, après avoir visité Constantinople et ses environs, la Troade et les îles de Thrace. Parmi les nombreuses observations scientifiques qu'il a été à même de faire dans le cours de ce voyage, il cite surtout les îles de Tasso, Tassopoulo et les deux îles de Fanox, comme lui ayant offert la solution d'un problème intéressant pour la géologie ; il paraît aussi que la Troade renferme des richesses minérales jusqu'à ce jour peu connues. Mais c'est surtout d'une question qui intéresse à la fois l'histoire ancienne, la géographie physique, la topographie et la géologie de ces contrées, qu'il paraît s'être le plus occupé : suivant M. Virlet, l'opinion des anciens et des modernes sur la formation du Bosphore de Thrace et du détroit des Dardanelles est tout à fait gratuite. Partout, sur les côtes de la mer Noire, du Bosphore, de la Bithynie, de la mer de Marmara et des Dardanelles, ce jeune voyageur a reconnu qu'aucune catastrophe de la nature de celle qui aurait permis aux flots long-tems resserrés du Pont-Euxin de s'ouvrir un passage par le détroit des Cyanées, d'en vahir la plaine qui forma ensuite la Propontide et de se précipiter de là dans la mer Blanche ou Egée, en s'ouvrant un passage à travers l'Hellespont, n'avait pu avoir lieu qu'antérieurement à la dernière révolution ou cataclysmisme qui a bouleversé notre globe, et en admettant toutefois que ces détroits aient eu un tel événement pour origine, ce qui selon lui n'est nullement probable.

Ainsi l'ancienne tradition dont parlent Strabon, Diodore de Sicile et quelques autres historiens de l'antiquité, conservée dans l'île de Samothrace, du prétendu malheur dont ses habitants avoient été menacés, par suite de la submersion d'une partie de leur île, lors de l'irruption de la mer du Pont, doit être rangée parmi les nombreuses fables que l'antiquité nous a transmises.

M. Virlet, en visitant l'isthme d'Examilia, qui réunit la Chersonèse de Thrace au continent et par où le débordement aurait naturellement dû avoir son cours, s'est assuré que rien n'y démontre que cela ait pu avoir lieu. Cependant une telle irruption ne se serait certainement pas faite sans y laisser des traces irréfragables. Il s'est également assuré que l'île de Samothrace n'offrait pas plus d'apparence de cet événement. Nous ne le suivrons pas dans les autres preuves qu'il tire soit



de l'observation des lieux, soit de l'histoire ancienne, en faveur de son opinion, quoiqu'elles ne nous aient pas paru moins bien fondées ; il nous suffit d'ajouter quelques mots relatifs à l'opinion des modernes.

Ce système, appuyé en partie sur les traditions anciennes et confirmé ensuite par Tournefort, ne peut pas plus soutenir l'épreuve d'un examen impartial. Comment admettre en effet que l'ouverture de ces détroits soit due, comme le pense Tournefort, à une dénudation successive du sol ? que cette dénudation, pour une aussi grande étendue, n'aurait eu lieu que dans un espace aussi resserré et à travers des terrains d'une consistance telle que celle du calcaire de transition, qui, avec des schistes argileux, constituent une partie des rives du Bosphore ? Quelques connaissances géologiques et un examen plus attentif des lieux eussent évité à cet auteur d'émettre son opinion, basée sur de simples conjectures. Quant à celle qui l'attribue à une irruption ou à un enfoncement subit de volcan, elle se détruira facilement d'elle-même lorsqu'on saura qu'à peine un tiers des rives du Bosphore, vers son embouchure dans la mer Noire, est formé de roches volcaniques ; que ces rochers appartiennent à des volcans anciens, et bien évidemment d'une formation antérieure à celle des vallées, et par conséquent aussi antérieure au dernier cataclysme.

Outre les collections de roches que M. Virlet a faites dans le cours de son voyage, il a rapporté une collection assez nombreuse des poissons du Bosphore ; il a également recolté toutes les plantes qu'il a rencontrées dans ses courses, et enfin il y a joint une réunion de divers genres de poteries destinées à la manufacture royale de porcelaine de Sévres. Il se rend d'ici directement en Morée pour y achever sa mission, qu'il compte terminer et compléter en visitant les Cyclades et les Sporades. *Smyrne, 25 avril 1830.*

C.....

## MÉLANGES.

### UNE VISITE

#### A L'EXÉCUTEUR DES HAUTES ŒUVRES.

Il est des hommes qui ne seront jamais appréciés comme ils méritent de l'être, et que leur condition condamne à rester sous le poids d'éternels préjugés. Parmi ces hommes, l'exécuteur des jugemens criminels tient bien certainement la première place. A son nom, vous verriez frémir tout un auditoire ; vous verriez les assistants se serrer les uns contre les autres comme s'ils entendaient une histoire de revenans racontée dans la grande salle du château gothique, ou comme ces enfans que leur gouvernante menace du fameux *Croque-Mitaine*. Et cette horreur soudaine s'explique : le nom de l'exécuteur rappelle une mission de mort ; il évoque dans l'âme d'affreux souvenirs ; il fait apparaître aux yeux une fantasmagorie sanglante : vous voyez l'échafaud, la planche d'un rouge noir dont une nouvelle couche de sang va raviver la couleur, le coffre où vient se précipiter une tête fortement lancée loin du tronc..... Vous voyez un néant anticipé succéder à une vie pleine de jours. Doit-on s'étonner d'après cela que des hommes forts, d'une organisation supérieure, aient frappé d'anathème l'instrument vivant de la justice terrestre, celui sans lequel à Dieu seul resterait le droit de venger l'innocent en frappant le coupable.

Il y a deux hommes dans cet homme : l'être créé, l'égal de tout devant Dieu et devant la loi, et l'être à part, le terrible intermédiaire entre le crime et la vengeance, n'agissant que dans l'intérêt de la société qui le rejette, et lui rendant en pénibles services ce qu'il en recueille en dédains. Il est difficile de prendre de lui une idée juste et raisonnable. Ses fonctions s'adressent trop à ce sentiment intime qui vient de l'âme pour que la raison préside au jugement que l'on en porte. On n'est pas toujours le maître de se faire une opinion entre celle de l'illustre auteur des *Soirées de St-Petersbourg* et celle du chantre de *Julie*. S'il ne faut pas, comme M. de Maistre, voir dans la famille de l'exécuteur une femelle et des petits, il faut aussi se défier de la sophistique philosophie de Jean-Jacques, et, même sans être roi, rêver pour sa fille un autre époux que le bourreau.

La charge d'exécuteur des hautes œuvres n'a pas toujours été soumise à l'état d'abaissement où nous la voyons aujourd'hui. Sans parler des privilèges auxquels jadis elle donnait droit, je rappellerai le décret de l'Assemblée nationale qui, sur la proposition de Maton de Lavarenne, appuyée par Mirabeau décida, en 1790, qu'elle avait entendu comprendre les exécuteurs dans le nombre des citoyens.

Depuis long-tems j'étais curieux de connaître cette puissance occulte qui est comme le premier anneau de la chaîne sociale. Je voulais voir, dans son intérieur, entouré de sa famille, celui dont le monde se fait une si prodigieuse idée : je voulais l'entendre parler de ses terribles fonctions, recueillir de sa bouche des paroles humaines.

Ne connaissant personne qui pût me présenter à lui, je résolus de me servir d'introduit à moi-même, et, un matin, je me dirigeai, non sans quelque émotion, du côté de la rue des Marais du Temple. Arrivé devant le N. 31, j'aperçus une petite maison protégée par une grille de fer, dont les interstices ne permettent pas à l'œil de pénétrer dans l'intérieur. Cette grille ne s'ouvre pas ; on entre dans le sanctuaire par une petite porte qui s'y trouve attenante et à droite de laquelle est une sonnette. Au milieu de la porte est une bouche de fer, entièrement semblable à une poste aux lettres. C'est là que l'on dépose les missives que le procureur-général envoie à l'exécuteur pour le prévenir que l'on va recourir à l'appui de son bras. Je pressai doucement le bouton de la sonnette, la porte s'ouvrit, et un homme d'une trentaine d'années, grand et vigoureux, me demanda fort poliment ce que je désirais. « M. Henri Sanson, » répondis-je d'une voix tremblante. — Entrez, Monsieur, » me répondit mon guide. C'était un des aides de l'exécuteur. Je pus, dès ce moment même, me convaincre combien le monde a une idée fautive de ce qu'il ne connaît pas et du peu de fondement de certains proverbes populaires. Je ne sais pas si le moutardier du pape est fier, mais

je puis répondre que les valets du bourreau ne sont pas insolens.

On m'introduisit dans une petite salle basse où je vis, occupé à tirer d'un piano des sons qui n'étaient pas sans mélodie, un homme paraissant avoir soixante ans, d'une figure pleine de franchise et de douceur. C'était lui. Dans la même pièce était son fils, jeune homme d'environ trente ans, l'air timide et doux. Il tenait sur ses genoux une petite fille de dix à douze ans, jolie comme un ange, de la physionomie la plus vive et la plus distinguée. C'était la sienne. Le tableau de famille me frappa. M. Sanson parut s'en apercevoir. Le fait est que sans partager l'opinion irréfléchie de la multitude, je m'étais fait une autre idée du spectacle qui frappait mes yeux. Cette petite fille, surtout..... elle bouleversait toutes mes idées. Je n'aurais pas voulu que quelque chose de si frais se rencontrât là : c'était le soleil au travers d'un orage, une rose sur un tombeau.

M. Sanson me reçut en homme qui sait son monde, sans embarras comme sans affectation, et s'informa du motif de ma visite. Ma fable était faite : je lui dis que, m'occupant d'un ouvrage sur les supplices aux différentes époques de notre législation, j'avais assez compté sur sa complaisance pour venir lui demander quelques renseignemens. Le ton aimable avec lequel il me répondit qu'il était tout à ma disposition me mit tout de suite à mon aise ; je ne m'en tins pas aux questions que devait comporter le motif de ma visite ; et, dans une conversation de près de deux heures, je pus remarquer la justesse d'esprit et la pureté de vues de *monsieur de Paris*.

M. Sanson ne se dissimule pas la gêne de la position dans laquelle le sort l'a placé ; il la supporte, non pas en homme qui en méprise les conséquences, mais en sage qui sent ce qu'il vaut, qui comprend que nous pouvons toujours, avec une volonté, nous élever au-dessus de l'état que la naissance nous a fait, et que les sentimens du cœur, les conseils de la raison, nous classent dans le monde en dépit de la direction imprimée à nos mouvemens.

Cette conscience, qui le relève à ses propres yeux, ne lui fait jamais oublier la distance que la société a mise entre elle et lui. Si on pouvait un instant la perdre de vue, M. Sanson prendrait soin lui-même de vous la rappeler. Quand je le quittai, après un entretien qui avait fait disparaître à mes yeux l'homme chez lequel je me trouvais, et poussé par cet élan naturel qui nous porte au devant des gens qui nous plaisent, je lui tendis la main. Il recula d'un pas, et me regarda d'un air étonné et presque confus. Je compris à l'instant toute sa pensée : la main qui subit chaque jour le contact du crime ne devait pas presser celle d'un honnête homme.

M. Sanson aime à causer ; peut-être parce qu'il a lu beaucoup et avec fruit. Il possède en effet une bibliothèque nombreuse et choisie, qui n'est pas chez lui un objet de luxe. Ses livres sont toute sa société. Par leur secours il peut, échappant à la gêne et à l'humiliation, s'entretenir avec les hommes qui la composent, leur demander des distractions à ses horribles devoirs, des consolations contre le mépris de son siècle, des argumens pour ceux qu'il aime, du repos pour ses jours, du sommeil pour ses nuits. Pariah de la civilisation, exclu de la société des vivans, il en retrouve une dans la compagnie morte de nos grands hommes ; et ceux-là, il peut les regarder sans frémir : ils ne sont pas morts de sa main.....

Parmi les ouvrages qui composent la bibliothèque de l'exécuteur, il en est deux que je ne serais pas venu chercher là : *Les Œuvres de M. de Maistre, et le Dernier jour d'un condamné*.

L'examen des livres de M. Sanson me fournit un sujet de causerie que je fus bien aise d'avoir trouvé. Jusqu'à ce moment, la conversation avait languie : je n'avais pas osé le presser de questions, et lui-même avec ce tact qui le caractérise, avait évité de parler de tout ce qui pouvait se rattacher à ses fonctions. Dès que je l'eus mis sur le chapitre de la littérature, il s'abandonna entièrement ; la contrainte qu'il s'était imposée jusque-là disparut tout-à-coup ; il émit des principes, discuta mes opinions en homme qui s'est rendu compte ; et à travers quelques hérésies qui tiennent au manque d'instruction première, il avança des opinions dont se ferait honneur un membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Ce petit cours de littérature fit promptement disparaître ce que jusqu'alors notre tête-à-tête avait eu de gênant et de guindé ; on aurait dit que nous nous connaissions depuis dix ans. M. Sanson se montra à découvert ; je pus l'examiner à mon aise.

Il semblerait que la nature de ses fonctions, les gens avec lesquelles elles le mettent incessamment en rapport, ont dû détruire chez lui tout sentiment d'humanité. Bien loin de là : ils ont développé dans son âme une sensibilité exquise. Ce même homme qui va froidement surveiller les apprêts d'un supplice, monter pièce à pièce l'affreuse machine de destruction, gratter les cordes, consulter du doigt le tranchant de la hache, faire partir d'une main assurée, la détente qui va rendre à la terre l'ouvrage du ciel ; ce même homme ne pourra retenir ses larmes quand vous lui rappellerez le souvenir de quelque exécution ; vous l'entendrez s'élever avec une jeune énergie contre la peine de mort ; déployer avec vivacité les moyens qui pourraient la remplacer le plus efficacement ; vous le verrez un jour de Grève, pâle et défail, refusant toute nourriture, mort comme s'il avait changé de rôle, comme s'il était le coupable, comme si *l'autre* était le bourreau !... Voilà ce qu'on ne sait pas ; voilà ce que je ne croirais pas moi-même, si je ne l'avais pas vu, et ce qu'aurait dû voir ceux qui, de toute l'autorité de leur talent, ont pesé sur l'instrument de justice, en se prosternant de respect devant la main qui le fait agir.

Il me raconta une foule de particularités sur les derniers momens de quelques condamnés célèbres. Il n'entre pas dans mon cadre de les rapporter ici. Parmi des détails quelquefois touchans, quelquefois burlesques, toutes ces histoires offrent quelque chose de pénible et de forcé : c'est comme le rire d'un pendu.... Je relaterai seulement un fait : beaucoup de personnes croient encore que Castang était innocent ; eh bien ! il a fait, sur l'échafaud, l'aveu complet de son crime !

Moins par curiosité que pour rappeler à M. Sanson le but de ma visite, je le priai de me faire voir la chambre où il tient renfermés les différens genres de supplice usités autrefois.

La vue de ce musée me glaça d'effroi. Une seule chose, dans ce sanglant conservatoire, mérite qu'on en parle : c'est le sabre avec lequel M. le marquis de Lally fut décapité. On le fit faire exprès, et il en fut fondu trois avant qu'on en pût trouver un convenable. A cette époque, lorsqu'une exécution remarquable avait lieu, les jeunes seigneurs montaient sur la plate-forme de l'échafaud, comme ils allaient le soir à la Comédie-Française, s'étaler sur les fauteuils qui garnissaient la scène. Le jour où M. de Lally subit son jugement, la foule était plus considérable que de coutume ; un des plus empressés à l'horrible fête froissa le bras de l'exécuteur au moment où l'arme homicide se balançait au-dessus de la tête du patient ; la secousse fit dévier l'arme qui, au lieu de frapper la nuque, rencontra le crâne, et vint s'arrêter sur la mâchoire de la victime sans trancher entièrement sa tête. La lame du sabre fut ébréchée par le contact de la dent contre laquelle elle frappa, et un des aides du bourreau fut obligé, à l'aide d'un couteau, d'achever l'exécution !..... J'ai tenu dans mes mains l'arme fatale, une dent s'adapterait parfaitement à l'éclat qui en a jailli.

Quand je sortis de chez le bourreau, ma poitrine était affreusement oppressée ; enfin l'air vint dilater mes poumons. Il ne me resta plus, de toutes les émotions qui, en si peu de tems, s'étaient succédées dans mon âme, qu'un profond mépris pour notre civilisation ; et, de toutes mes pensées, qu'un seul vœu : la révision de notre code pénal.

### SOUVENIRS D'ITALIE.

#### DES VOYAGEURS EN ITALIE. — LES ANGLAIS.

On parle beaucoup des populations si diverses de l'Italie et de ce qui les distingue. Mais dans le nombre il en est une qu'on oublie, bien qu'au-delà des Alpes elle joue un rôle important : je veux parler de la population des voyageurs, population aussi nombreuse que variée. Aux approches de l'hiver, on la voit, comme une nuée d'oiseaux de passage, paraître au sommet des Alpes, et de là s'abattre sur le beau pays où le soleil est chaud, où le ciel est serein ; puis elle se divise, court de ville en ville, envahit des quartiers, occupe les églises, remplit les salons, couvre les promenades. On la reconnaît à ses regards errans, à sa marche rapide. C'est véritablement une nation dans une nation toujours en mouvement.

Cette nation pourtant est loin d'être homogène. Venue de tous les points du globe, elle garde des empreintes fort diverses, et se mêle sans se confondre jamais. Ainsi un Français ne peut être pris pour un Allemand, ni un Anglais pour un Russe. Tous sont voyageurs, et, à ce titre, tous se ressemblent sous quelques rapports ; mais chacun dans sa manière de voyager porte un caractère et un esprit qui ne sont qu'à lui seul. C'est ce caractère, c'est cet esprit dont je vais essayer de saisir quelques traits.

Parlons d'abord des Anglais, qui, comme on sait, forment plus des sept huitièmes du peuple voyageur. C'est à tel point que dans beaucoup de lieux, anglais et voyageur sont synonymes comme en Irlande anglais et protestant. Leur passage d'ailleurs, non moins que celui des caillies, est partout régulier et simultané. « Dans un mois, se dit-on sur la route de Rome à Naples, nous aurons le passage des Anglais ; » et jamais, en effet, le passage des Anglais ne manque. Tous prennent leur volée de Rome à certain jour pour rester à Naples un certain tems et revenir à Rome à certaine époque. Rien pour la grande majorité qui puisse déranger ce calcul. L'année que j'étais en Italie il s'est trouvé que leurs cinq semaines de Naples ont été affreuses. Constamment de la pluie, du vent, et même de la neige. Le Vésuve est jusqu'à la fin resté voilé, et les plus belles courses, celle de Pœstum, par exemple, ont été impossibles. Les Anglais n'en sont pas moins tous partis un jour marqué. Ils avaient passé à Naples le tems de rigueur.

C'est qu'en effet ce n'est pas pour s'amuser que les Anglais viennent en Italie. On peut les diviser en deux grandes classes : ceux qui, par économie, quittent Londres avec toute leur famille, et les jeunes gens qui voyagent au sortir d'Oxford ou de Cambridge. Les premiers (ceux qui quittent Londres par économie) ont en général deux ou trois voitures, un cuisinier et cinq ou six domestiques. Ils louent une maison, ouvrent salon, vivent entre eux, et s'ils sont amateurs des arts, montent un théâtre de société. Quant aux seconds, un voyage n'est point pour eux un plaisir. Ils font leur France et leur Italie (c'est l'expression) comme on fait son droit et sa philosophie, ou plutôt comme on est de la conscription. Et ne croyez pas que leur but soit de s'instruire. Qu'y a-t-il à apprendre hors de la vieille Angleterre ? Mais il faut se distinguer des pauvres hères qui ne sont pas assez riches pour quitter le sol natal ; mais il importe de prendre rang à Londres parmi les fashionables du West-End. Aussi, pendant ce tems d'épreuve, sont-ils en général aussi ennuyés qu'ennuyés. Ils viennent pleins de préjugés et s'en retournent comme ils sont venus. Rien ne leur plaît : tout les dégoûte, tout les indigne, tout, jusqu'aux usages les plus indifférens. Le climat, le ciel même, ne trouvent pas toujours grâce à leurs yeux. J'ai voyagé avec un jeune Écossais qui avait pris son parti d'avoir plus froid à Rome qu'à Edimbourg. Il était enchanté quand une bise un peu vive se faisait sentir : une pluie bien froide le ravissait, un épais brouillard le rendait triomphant. Pour rien au monde d'ailleurs il n'eût renoncé à une de ses habitudes. Au commencement d'une longue journée, il fallait s'arrêter une heure pour prendre son thé ; et la seule fois que je l'ai vu en colère, c'est quand je lui proposai de déjeuner en voiture.

A ces deux classes de voyageurs il en faut sans doute ajouter quelques autres. Ainsi un des plus riches ducs d'Angleterre fit annoncer l'an dernier dans les journaux qu'il partirait pour l'Italie avec six berlines, et que ceux de ses amis qui voudraient faire le voyage à ses frais n'avaient qu'à inscrire leur nom chez son portier. Ainsi encore (et ceci est plus sérieux), desolés de ne pouvoir entrer à Londres dans le monde *fashionable*, ce monde si étroit et si bien barricadé, bon nombre d'Anglais viennent sur le continent, pour, chez l'ambassadeur au moins, s'approcher des mortels privilégiés dont, *at home*, ils sont tenus à distance. Le dernier ambassadeur anglais à Florence voyait son salon envahi par ces sortes de voyageurs et s'en plaignait quelquefois. Mais voyageurs d'économie ou



de devoir, de luxe ou de vanité, tous se ressemblent en un point, la plus parfaite indifférence pour ce qu'ils sont supposés venir voir. Partout où il y a des statues et des tableaux vous les rencontrez pourtant ; mais comment ? l'air effaré, le cou raide, la physionomie impassible et les mains dans les poches. En un clin-d'œil ils ont vu quarante tableaux et cinquante statues : un inventaire ne serait pas aussi prompt. Je me souviens qu'à Florence, je visitais un jour la galerie de l'Académie des beaux-arts, galerie où des tableaux de choix sont rangés par époque et jettent une vive lumière sur l'histoire de la peinture. Accompagné du gardien, j'avais fini d'examiner un des côtés de la galerie, quand la sonnette retentit avec fracas. C'étaient trois Anglais, qui, comme des gens habitués à cet espèce d'exercice, allèrent tout droit se planter devant les premiers tableaux, ceux de Cimabue et de Giotto. Comme le gardien me quittait pour eux, je me plaignis. « Soyez tranquille, me dit-il avec un coup-d'œil italien ; ce sont des Anglais : ils vous auront rattrapé avant que vous n'ayez vu ce tableau. » Il ne leur fallut en effet que le tems d'arpenter la galerie à grands pas et avec grand bruit. Vers le milieu pourtant un d'eux découvrit sur une table une de ces larges lorgnettes de carton qui, noires en dedans, servent à concentrer la lumière. Cela lui parut singulier, et il s'arrêta pour regarder le premier tableau venu à travers. Mais ses compagnons le pressèrent ; et, comme le gardien l'avait prédit, en une minute ils furent tous les trois près de moi, en deux ils eurent tourné les talons et repassé le seuil de la porte. *Ebbene ! signor !* me dit le gardien en revenant et serrant dant sa poche les deux palets de rigueur.

Pour les antiquités, c'est autre chose, et les Anglais voyageurs en paraissent fort amoureux. Ce n'est pas qu'ils les regardent beaucoup plus ; mais ils manquent rarement d'en mettre quelque chose dans leur poche pour leur collection. C'est à cela que les antiquités sont surtout bonnes, selon eux. Tant qu'il s'agit de monumens tout-à-fait dégradés, peu importe. Par malheur, il leur arrive de les dégrader exprès. De l'aveu de tous les gardiens, ils ont, plus que les années, contribué à dégrader Pompéïa, et à la Villa-Adriana, j'en ai vu lancer une pierre contre une voûte peinte à fresque, pour en faire tomber un petit morceau de stuc rouge ou bleu. Que leur importait la Villa-Adriana ? Ce petit morceau de stuc devait figurer sur un cheminée, dans leur maison de campagne, et témoigner de leur goût pour les arts. Peu d'Anglais d'ailleurs qui aillent goûter la sublime douceur de ces promenades sans but, où l'on erre de ruine en ruine, où l'on voit ce qu'on a mille fois vu. Quand ils ont été au Colysée deux fois, et qu'ils en ont pris un morceau, ils sont contents.

« Allez-vous demain à Valle ; Tamburini chante et la Mombelli. — Non : il y a un opéra anglais chez lady \*\*\* ; on y joue *Guy Mannering*, musique de Bishop, cela est bien plus curieux. » Bien plus curieux en effet, car de ma vie je n'ai rien entendu de semblable ; rien, si ce n'est de certains concerts à Naples où, au grand amusement de toute la ville, quelques amateurs anglais rivalisaient avec Lablache et Davide. Mais monter à Rome un opéra anglais, le répéter pendant un mois, le chanter ensuite, il y a là une naïveté de patriotisme qu'après six ans, je ne puis me lasser d'admirer. C'est d'ailleurs une chose bien connue que les Anglais en Italie ne voient personne et dénigrent tout le monde. L'hiver que j'ai passé à Rome, un certain salon italien était ouvert à tous les étrangers qui s'y voulaient faire présenter. Là se rassemblait l'élite de la société vraiment romaine, des prélats gens d'esprit, des savans gens du monde, surtout des femmes spirituelles et simples. Cela valait pour le moins *Guy Mannering*. Eh bien ! je n'ai, pendant trois mois, vu qu'un Anglais dans ce salon ; encore demeurait-il depuis quatre ans à Rome, et s'était-il en quelque sorte italianisé. Les Anglais sont pourtant aux autres étrangers dans la proportion de sept ou huit à un. Mais qu'aller faire dans une société qui n'a pas les mœurs de Londres, qui ne soupçonne pas l'étiquette, et ne prend jamais de thé le soir ? Pauvre société ! pauvre nation ! Aussi il faut voir comme, dans les livres que l'on écrit à son retour, on l'arrange ! Elle n'a pas une vertu, elle a tous les vices.

De tous les hommes civilisés, l'Anglais, je crois, est le moins sensible aux impressions comme aux idées du dehors. Hors de chez lui, en Italie surtout, il n'est donc bon à rien. Prenez-le à la promenade ou au théâtre, dans un salon ou au milieu des ruines, c'est toujours le même air de tristesse, de déplaisir et d'ennui. L'ennui, tel est le principal trait de son caractère, celui par lequel s'expliquent des bizarreries autrement incompréhensibles. Vous avez, par exemple, entendu dire que les Anglais, en Italie, payaient partout fort cher. Rien n'est plus faux, en Suisse et en Italie du moins. Dans ces deux pays, vous rencontrez à chaque pas des Anglais, et fort riches, qui se disputent pendant une heure pour un franc. Souvent même ils ne s'en tiennent pas là, et, après s'être épanchés en paroles, leur fureur va encore s'inscrire en pathétiques imprécations sur les registres où les voyageurs écrivent leurs noms. J'ai vu l'héritier d'une des plus grandes familles de l'Angleterre maudire en vingt lignes éloquentes l'infirme vacher de la Sheideck, « qui lui avait vendu trop cher du fromage et du lait. » A Lauterbrunn, j'ai vu de riches Anglais refuser de payer 4 fr. par tête à une table d'hôte. Au bout d'une heure et demie, quand je suis revenu de la cascade, ils refusaient encore. A Venise, j'ai vu quatre Ecossais, dont le plus pauvre avait 4,000 livres sterling de revenu, arrivant à dix heures du soir, après la journée la plus fatigante, courir toutes les auberges pour obtenir, sur le prix de leurs lits, une diminution de vingt sous. Cependant, dans tous ces endroits, les prix étaient réguliers et les mêmes que tout le monde payait. Quand de Milan, je me mis en route pour Venise et pour Rome, j'avais pour compagnon un jeune Anglais également fort riche. Comme je parlais italien moins mal que lui, il me chargea des comptes. Le soir même on nous apporta la carte ; elle était raisonnable et je payai. Mon Anglais me regardait avec surprise. Dès que nous fûmes seuls : « Vous n'y pensez pas, me dit-il, nous aurions pu obtenir 2 francs de diminution. » Alors je lui déclarai que tel n'était point mon système. « Je sais, lui dis-je, que vos compatriotes ont cette habitude, mais voici le calcul que je fais. Je voyage en Italie pour mon plaisir ; or, rien ne m'ennuie plus qu'une dispute de chaque jour. C'est, si vous le voulez, 2 francs par jour ou 60

francs par mois que je sacrifie à mon bien-être. » Alors je lui demandai comment, riche et venant de Londres, il pouvait s'étonner des dépenses si modérées de l'Italie ; et peit à petit, il parut se rendre à mon opinion. Ce fut donc à merveille jusqu'à Venise ; mais là il rencontra des compatriotes, et quand des Anglais se rencontrent en voyage, leur première question est toujours : « Où logez-vous ? combien payez-vous ? » Il se trouva par malheur que nous payions vingt sous de plus chacun que ces messieurs, et pour se justifier, mon compagnon fut obligé de leur expliquer mon système. Je ne sais ce qu'ils lui contèrent ; mais le soir je le trouvai pensif. « Il est impossible, finit-il par me dire, que nous continuions à être dupes. — Comme vous voudrez ; mais j'abdique mes fonctions. — Et bien ! à dater de Venise, c'est moi qui m'en chargerai. — A merveille. » Trois jours après, à Bassano, on apporte le compte. Je le remis à mon Anglais. « *Quanto !* demande-t-il en appuyant fortement sur la dernière syllabe. — *Signor dicci lire. — E troppo. — Troppo, signor !* » Alors, l'Italian de lui expliquer comment il est impossible de tenir auberge à moins. « Les maisons sont fort chères à Bassano et les impôts très-élevés. La viande, qui autrefois ne coûtait que 8 sous, en coûte 12 ; les fruits sont hors de prix. On ne peut avoir de légumes. » Tandis que l'hôte parlait ainsi avec une incroyable volubilité, et lui offrait d'aller chercher tous ses mémoires, l'honnête Anglais s'efforçait de répondre ; mais à peine savait-il dix mots d'italien, et des sons inarticulés, témoignaient de son mécontentement. Enfin, incapable de se faire entendre, *benè, benè*, dit-il, et ce fut fini. On croit peut-être que cette épreuve le dégoûta : point du tout. La même scène se renouvelait chaque soir ; elle se composait de la part de l'hôte d'un flux d'argumens et de lamentations, de la part de l'Anglais de trois petites phrases *quanto, è troppo, benè*, qui revenaient toujours dans le même ordre et aux mêmes intervalles.

Il y a là dedans, je crois, plusieurs choses, outre l'amour de l'argent. L'orgueil britannique, d'abord, qui se révolte à l'idée d'être attrapé, puis le besoin de passer son tems. Déjà penser peu est devenu pour les jeunes Anglais qui voyagent une sorte d'occupation et de point d'honneur. Ils se racontent leurs prouesses, et ont beaucoup d'estime pour celui qui, à meilleur marché, a fait un plus grand nombre de lieues. De quelque côté qu'elle vienne, cette manie au reste est générale, et tous les voyages qui se publient en portent la trace. *The Diary of an invalid*, par Mathews, est un des plus célèbres. Il a eu dix éditions, et se trouve dans toutes les voitures. Eh bien, avec bonne dose d'injures aux Français, le menu et le prix des diners qu'on a servis à l'auteur, est ce que j'y vois de plus intéressant. Bien manger et peu payer, on dirait que c'est là le but principal du voyage. Au moment de quitter Palerme pour parcourir la Sicile, un Anglais, homme de sens, désira se joindre à mes compagnons et à moi. Il vint me voir et me dit que deux de ses amis qui, l'année précédente, étaient restés plusieurs mois en Sicile, lui avaient avant son départ de Londres confié leur journal. « Ce journal est très-instructif, ajouta-t-il, et peut nous être fort utile ; voulez-vous le consulter ? » J'acceptai avec joie et, deux heures après, j'ouvrais le manuscrit précieux. En voici un extrait : « 1<sup>re</sup> journée. — De Palerme à Alicata. Nous nous sommes arrêtés pour déjeuner à \*\*\*. On nous a donné six œufs, deux livres de pain et douze oranges ; nous avons payé un shilling. A Alicata, pour dîner, un peu de bœuf mal bouilli, une salade et des poulets assez durs, prix : trois shillings. Chaque lit : un shilling. 2<sup>e</sup> journée. — A Trapani. On n'a pu trouver que des œufs et un peu de mauvaise viande : nous avons pourtant payé comme hier trois shillings. C'est trop cher. » Tout était sur ce ton ; détail de chaque repas et prix avec remarques... Je prends le second journal, exacte répétition du premier.

Je ne finirais pas si je voulais tout rassembler. Que parmi les voyageurs anglais il soit des hommes d'une autre nature, je le crois ; mais il se perdent dans la foule. Telle est bien d'ailleurs cette troupe vagabonde, qui chaque année s'envole en masse des bords de la Tamise pour venir se poser sur les bords du Tibre et de l'Arno. Elle ne voit rien, n'apprend rien, ne s'amuse de rien.

#### COUVENS DE FEMMES AU SEIZIÈME SIÈCLE.

Deux ans encore et la France n'eût eu rien à envier à l'Espagne pour ses couvens. Charles X n'avait qu'une ambition, c'était de devenir le premier capucin de son royaume.

(ESSAI SUR LES MÔMERIES DE LA COUR.)

La réforme de sainte Thérèse ne donnait pas aux carmélites un lit que l'on pût envier, et dont les plus dévotieux moines se fussent facilement accommodés ; c'était à qui, parmi ces saintes femmes, imaginerait des austérités capables de vaincre le démon de la chair, plus fort que le sommeil. Les unes ne dormaient qu'une heure ; d'autres ne dormaient que debout ; celle-ci étendait ses membres meurtris sur des fagots d'épine ; celle-là ne reposait que sur un gril de fer ; d'autres avaient pour lits des monceaux de ronces et de chardons, des pièces de bois, des crèches de pierre, de la neige et de la glace. Les carmélites ne supportèrent pas long-tems cette vie de cruautés exercées contre leur corps, à qui en mourant elles demandaient pardon de tant de mauvais traitemens, à l'exemple du bienheureux Pierre d'Alcantara, recollé, qui portait une chemise de fer-blanc. Les femmes sont encore plus raffinées que les hommes dans leur superstition. Ce n'étaient pas les seules mortifications que les Carmélites s'imposaient pour le salut de leur âme. Il y en avait qui, pour toute nourriture, se condamnaient à ne manger par jour qu'une once de pain, à ne boire que du vinaigre comme Jésus-Christ sur la croix. Beaucoup se servaient d'un cilice de fer-blanc, dentelé à trois rangs, en manière d'éperon.

La discipline était à l'usage de tous les cloîtres et de tous les ordres. On sait que la flagellation date des premiers tems de l'Eglise. Voici une scène de ce supplice volontaire, tel qu'il se répétait toutes les nuits dans le couvent de Fontevault.

Une heure après minuit, un son de cloche faisait sortir les

religieuses de leurs cellules, malgré les froids les plus âpres. Comme elles couchaient tout habillées, elles ne se faisaient guère attendre, et se glissaient comme des ombres le long des corridors, où sifflait la bise glaciale. On se rendait au chœur de la chapelle silencieuse et semi-obscur ; les reliques et l'autel étaient voilés, et quelques lampes fumeuses luisaient dans les ténèbres des voûtes en arceaux. Dehors on n'entendait que des cris d'oiseaux de nuit, le frissonnement des cyprès du cimetière, le vent et la pluie. L'âme se trouvait merveilleusement disposée à la prière ; mais toutes ces épouses de Dieu arrivaient à pas lents, en murmurant des psaumes, en faisant sonner les grains d'un chapelet, ou bien en resserant des nœuds de corde tachés de sang, ce qui était le signe d'une grande ferveur.

Le précepte de l'Evangile *veillez et priez* s'exécutait à voix basse, dans une morne méditation. Puis tout-à-coup l'abbesse levait sa discipline au ciel, et criait d'un air lugubre : *Cy commencent les pénitences !* elle ajoutait souvent : *Repliez la robe noire dessus la tête, et jetez bas la robe de dessous.* Les lumières s'éteignaient à la fois, et il se faisait dans la nef un bruit sourd et mesuré qu'accompagnaient les encouragemens de la supérieure, les cris et les soupirs arrachés à la souffrance. « Sus et vite ! plus raide un petit ! rompez de coups les sept péchés mortels, sans excepter la luxure ! le paradis vous vaudra au centuple ces peines du corps ! chacun coup fait ! issir une âme ou deux du purgatoire, selon qu'il est bien donné et bien reçu. »

La discipline ne cessait de retomber sur les chairs déchirées et saignantes, qu'après que la fatigue mettait un terme à ces cruautés, et souvent un rayon de la lune coloré par l'émail des vitraux et des rosaces diaprés, descendait mystérieusement sur de blanches victimes immolées de leurs propres mains, étouffant leurs sanglots, et cachant leurs pleurs, jusqu'à ce qu'elles allassent chercher dans leur cellule solitaire un sommeil sans charme, sans repos et sans rêve.

On nommait *in pace* un affreux supplice, renouvelé des vestales romaines, que l'on enterrait vives, lorsqu'elles laissaient éteindre le feu sacré de Vesta. Les moines n'avaient garde de laisser éteindre le feu de la concupiscence. L'*in pace* était un petit caveau étouffé, sans autre issue qu'une ouverture en forme de puits dans le haut. C'est là que devait mourir de faim le condamné. Cette barbarie était surtout employée en Espagne et en Italie.

L'appareil de cette horrible cérémonie avait un caractère bien propre à dompter les passions humaines, si fougueuses qu'elles fussent sous le cilice et sous la haire. On condamnait ainsi à mort, sans répandre le sang dont l'Eglise a horreur, comme on sait. Le patient passait par toutes les angoisses d'un enfer anticipé ; il était dégradé de son titre de religieux, et décapuchonné en présence du saint-sacrement et des frères en oraison ; suivait un service des morts, pendant lequel le condamné, nu jusqu'à la ceinture, et couvert d'un linceul, entendait prier pour son âme, comme s'il eût été déjà défunt. L'enterrement s'achevait en grande pompe ; les religieux marchant sur deux files, le capuchon rabattu sur les yeux, les cierges et les encensoirs éteints, la croix renversée ; et dans un cercueil, le criminel porté au milieu des litanies et des *de profundis*, jusqu'à son tombeau. Avant de l'y descendre vivant, on lui fait baisser les patènes, et on l'inondait d'eau bénite. C'est dans cet état qu'on l'envoyait dans la paix éternelle, *in pace !* Il arrivait par le moyen des cordes au fond de cette fosse ténébreuse, dont on murait l'entrée comme la prison d'Ugolin.

Dans plusieurs couvens, la charité chrétienne et l'humanité monacale consistaient à prolonger de huit jours la vie de ces malheureux, en leur donnant un pain de trois livres, une cruche d'eau, et un cierge bénit, et allumé. Les religieuses s'infligeaient le même supplice.

La démolition des couvens, en 1789, a découvert un grand nombre d'*in pace* emprisonnant encore des squelettes. Dans plusieurs de ces caveaux, on a remarqué que la cruche d'eau était pleine, le pain entier, et le cierge non consumé, soit que le défaut d'air ait tué les victimes, soit qu'elles aient refusé de toucher aux alimens qui n'étaient là que pour les faire mourir plus long-tems.

On appelait aussi *in pace* des prisons perpétuelles, où l'on vivait sans voir la lumière du jour. Lors de la révolution, on a délivré des moines, maigres, hâves, semblables à des spectres, qui, depuis quarante ans, expiaient dans une captivité sans fin, des fautes légères, en comparaison de cette illégale vengeance.

Il est vrai que dans toute association d'hommes ou de femmes, la rigueur devient nécessaire pour maintenir l'ordre et toute espèce de règlement. Quand un couvent ou une abbaye se laissait aller au courant rapide des vanités mondaines, il était difficile de le ramener à l'austérité des fondateurs. Il n'est que trop d'exemples des effrénés débordemens qui se passèrent dans les profondeurs des cloîtres. Des guerres intestines, des ambitions, de plus grands désordres encore, voilés les fruits que portait le monachisme, à mesure qu'il étendait ses rameaux en affermissant ses racines. Un couvent était un petit état aristocratique ou despotique, soumis à des révolutions, comme si ce fut un royaume ou une république.

Comme nous l'avons avancé déjà, une clause expresse du traité avec la Suisse dispensait les soldats de cette nation de faire feu sur le peuple. Aujourd'hui, des lettres de Zurich annoncent que le gouvernement helvétique, voyant dans la conduite des régimens suisses une violation des termes de la capitulation, mettra en jugement les officiers de ce régiment aussitôt qu'ils mettront le pied sur le sol de leur patrie.

Le mois de juillet sera célèbre dans les fastes de la liberté. Le 26 juillet 1581. Edit des confédérés des Pays-Las par lequel ils renoncèrent à l'obéissance de Philippe II.

Le 11 juillet 1690. Bataille de la Boyne, où Jacques II est vaincu, et qui lui fait perdre le trône d'Angleterre.

Le 4 juillet 1776. Déclaration de l'indépendance des Etats Unis d'Amérique.

Le 14 juillet 1789. Prise de la Bastille.

Les 27, 28 et 29 1830. Révolution parisienne.



## L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

L'heure des funérailles est passée. Dans le calme que la victoire amène avec elle, chacun consulte ses souvenirs sur les glorieuses journées de notre régénération. Ils sont pleins d'intérêts, les matériaux qu'on accumule pour l'histoire des trois jours; chacun cherche à charger de notes cette belle page de nos annales. Nous nous sommes fait un devoir de demander aux fils de l'Ecole Polytechnique le récit des événements qui ont précédé les actions d'éclat qu'ils ont faites sous nos yeux.

Les élèves de l'Ecole Polytechnique eurent connaissance des ordonnances dans la journée du 27. Ils s'indignèrent d'une violation si ouverte de la Charte, sans en prévoir cependant les suites. Dans la soirée, ils entendirent le bruit d'armes à feu; leur inquiétude fut extrême; quatre d'entre eux s'échappèrent pour se diriger vers le lieu d'où partaient les coups de fusil. On attendit toute la nuit leur retour: ils ne revinrent pas.

Les élèves, qui étaient dans une anxiété horrible, passèrent toute la nuit dans les cours et dans les salles d'étude. Ils avaient brisé leurs fleurets et s'en étaient fait des armes propres à les défendre contre toute attaque. Le mercredi matin, ne voyant pas revenir leurs camarades de la veille, ils sollicitèrent et obtinrent que quatre autres élèves pussent sortir pour aller à leur recherche, et pour recueillir des nouvelles certaines sur les événements du dehors.

Ces quatre élèves revinrent au bout d'une heure; ils n'avaient pas rencontré leurs camarades, mais ils avaient vu quelques députés, et entre autres M. de Lafayette, qui les avaient engagés à rester tranquilles jusqu'au 3 août, jour de l'ouverture de la session.

Il faut se rappeler que l'on était alors au mercredi matin, neuf heures.

Bientôt des bruits circulent dans l'école; on annonce que les troupes font feu sur les citoyens. Les élèves, dont le plus grand nombre ont leur famille à Paris, demandent des armes pour aller défendre leurs parents. On les leur refuse.

Vers dix heures, quelques hommes sans armes brisèrent les portes de l'Ecole; ils pénétrèrent dans les cours. Les élèves sollicitèrent de nouveau des armes, ils éprouvèrent un second refus. Ils ne purent se mettre à la tête d'un mouvement dont, à ce moment, ils ignoraient encore le but; car les hommes qui étaient entrés dans les cours ne disaient rien qui pût les éclairer.

Dès que ces hommes se furent éloignés, les élèves qui avaient témoigné le désir de les suivre firent de nouveau éclater leur inquiétude. L'inspecteur-général des études, qui, en l'absence du gouverneur et du sous-gouverneur, commandait l'école, proposa aux élèves de leur donner un congé illimité.

Ils acceptèrent avec transport. Avant de sortir, ils convinrent de se réunir dans la journée pour combattre en corps si les événements l'exigeaient.

Mais à peine furent-ils sortis et séparés qu'ils connurent le véritable état des choses. Ils virent que ce qu'on nommait une révolte, était un grand mouvement national par lequel le peuple revendiquait ses droits reconnus par la Charte. Les élèves se mirent partout où ils se trouvaient à la tête de cette révolution légale. Ils ne tinrent plus compte du rendez-vous qu'ils s'étaient donné le matin. A deux heures, les élèves disséminés sur tous les points se battaient à la Bourse, à la caserne de Babylone, au Palais-Royal, sur les boulevards, et la majeure partie ne revint sa famille que le soir, lorsque la retraite des troupes permit de prendre un moment de repos.

Le lendemain, on les retrouvait de nouveau partout, au Louvre, à l'Hôtel-de-Ville, aux Tuileries, à St.-Cloud, etc.

Les jours suivants ils furent chargés de missions dangereuses.

Le vendredi soir, 5 août, le danger étant passé, ils se réunirent et résolurent de donner leur démission des emplois et des postes qui leur avaient été momentanément confiés, et retourner à leurs travaux.

Aujourd'hui aucun des élèves ne veut interrompre ses cours avant d'avoir gagné par l'étude l'épaullette qu'il a conquise dans les rangs du peuple. On ne voit point la croix sur la poitrine de ces braves, ils ont refusé une récompense qui ne pouvait se partager; mais il leur faut un signe, l'admiration publique a besoin de reconnaître dans tous les temps ceux à qui elle doit son tribut. Le roi-citoyen, ses ministres populaires placeront une petite médaille d'or à la boutonnière de ces fils de la liberté nationale. On y lira d'un côté *Paris 1830*, et de l'autre *Ecole Polytechnique*. Nous sommes l'écho du vœu public, et nous certifions aussi que les guides du peuple accepteraient ces signes de reconnaissance, si le même emblème de gloire avec une autre date, était offert à leurs prédécesseurs qui ont immortalisé en 1814 leur dévouement sur les buttes Montmartre.

Selon la France méridionale, le bruit s'est généralement répandu dans l'arrondissement de Villefranche que M. de Villèle est atteint depuis plusieurs jours d'une forte aliénation mentale, et que sa famille le fait garder à vue au château de Morville. Ainsi le bruit de sa fuite en Espagne ne serait qu'une nouvelle controuvé.

On assure que le jour où il apprit la publication des ordonnances du 25 juillet, il prit sa tête à deux mains en disant: *Ce coup renverse le trône; nous sommes perdus.*

Parmi les conventionnels exilés à Bruxelles, et auxquels les derniers événements rouvrent les portes de la France, se trouvent Sieyès, ancien membre de l'assemblée constituante, de la convention et du directoire, et ancien sénateur de l'empire; Merlin, de Douai, ex-procureur-général à la cour de cassation, et auteur du *Répertoire de Jurisprudence*; Berlier, ancien conseiller-d'état; Barrère, ancien membre du comité de salut public; Mailles, ex-conseiller à la cour de cassation; Ingrand, ancien membre du comité de sûreté générale; Thibaut, ancien conseiller-d'état et ancien préfet de Marseille; Gaultier; Levasseur, de la Sarthe, auteur des *Mémoires sur la Convention*; Chazal, ancien préfet des Basses-Pyrénées; Pocholle, ancien sous-préfet de Neuchâtel.

## ANNONCES.

## Ecole élémentaire Anglo-Française du premier degré.

M. et M<sup>me</sup> ROSTAN ont ouvert, le 27 septembre dernier, une Ecole élémentaire Anglo-Française pour les enfants des deux sexes, âgés de moins de sept ans. L'instruction, les principes et les exercices sont les mêmes que ceux des INFANT SCHOOLS; les enfants y sont instruits simultanément dans les deux langues.

Termes, \$6 par trimestre, payables d'avance.

Nassau street, No. 44, près Liberty street.

M. J. C. ROSTAN donne des leçons soit en classe, soit en particulier. 64-3 f

## AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 111 Broadway. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue. Il se réfère:

à New-York, aux docteurs Alex. H. Stevens, J. W. Francis, J. J. Graves, R. Laroche, Thos. Harris, Samuel Baker, R. W. Hall, V. Potter, etc. Professeurs de l'université de Maryland.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole. 41

## PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 <sup>er</sup> fév. 1 <sup>er</sup> juin. 1 <sup>er</sup> oct.
3	Havre.....	Keene....	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carol.	Clark.....	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnel.	Hawkins..	1 <sup>er</sup> mars 1 <sup>er</sup> juil. 1 <sup>er</sup> nov.
3	Henri IV....	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.....	E Funk....	20 » 20 » 20 »
1	Sully.....	Macy.....	1 <sup>er</sup> avril. 1 <sup>er</sup> août 1 <sup>er</sup> déc.
3	François Ir.	Skiddy....	10 » 10 » 10 »
2	Erie.....	J. Funk....	20 » 20 » 20 »
1	Formosa....	Orne.....	1 <sup>er</sup> mai. 1 <sup>er</sup> sept. 1 <sup>er</sup> jan.
3	De Rham....	Depeyster	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonaffé.	Hathaway	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'ainé.

Deuxième ligne, Bonaffé, Boissierard et Cie.; agents à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

JOHN B. MEYER & Cie. ont l'honneur d'annoncer au public qu'ils viennent de prendre un magasin, No. 364 Broadway, au coin de Franklin street. On y trouvera constamment, en gros et en détail, toute qualité de Vins de Bordeaux, Madère, Oporto, Ténériffe, Sherry, ainsi que du Genièvre de Hollande, Rhum de la Jamaïque, Eau-de-Vie de Cognac, Shrub, Whiskey, etc., etc., aux prix les plus modérés. 61-6 f

Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement:

## ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et M<sup>me</sup> ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur Ecole de Danse rouvrira le 2 octobre.

Prix par quartier \$12, et \$5 d'entrée pour les commençants.

Ils pourront donner chez eux ou en ville, des leçons particulières. S'adresser, pour le prix et conditions, à leur demeure, Walker street, No. 84. 63-8 f

## FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica..... 36 cents.	Small Pica..... 38 cents.
Long-Primer..... 40	Brevier..... 56
Bourgeois..... 46	Minion..... 70
Nonpareil..... 90	Pearl..... \$1 40
Diamond..... \$2.	

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

WM. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

## PENSION ET CAFÉ FRANÇAIS.

No. 67 Congress-street..... BOSTON.

LOUIS CHARRIER a l'honneur de prévenir le public, qu'il vient de prendre la maison récemment occupée par Mlle Vose, où les dames et messieurs qui désireraient s'arrêter quelque temps, à Boston, trouveront des appartements bien garnis, et une table servie à la française, à des prix très modérés.

Sa maison est située près de la poste aux lettres et au centre des affaires; les langues française, anglaise, espagnole et italienne sont parlées dans la maison.

La cave est fournie en Vins de toute espèce et des meilleures qualités; on trouvera constamment, depuis 11 heures jusqu'à 4, du Café à la française et du Chocolat à l'espagnole. Potages, Côtélottes de mouton, Beefsteaks et autres articles seront servis à la minute. 10-6 m

## AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grace des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezons sont les produits des plus célèbres fabrications. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

## SYLVESTER, 130 Broadway.

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Octobre 20, extra class, \$25,000, 10,000, prix du billet \$5  
\* \* Sylvester a vendu dans la loterie de jeudi dernier, le gros lot de \$10,000.

A VENDRE au No. 42 Exchange-Place. — Bon vin vieux en bouteille, en caisses de 3 douzaine chaque, contenant 1 douz Côte Rotie, 1 douz. Hermitage Rouge, 1 douz. Hermitage Blanc. 63-6 f.

Très beau Papier de Poste français à vendre chez

A. THOISNIER DESPLACES, 32 Exchange-place.

## DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des Etats-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110.

61-1 f

## J. B. LAFOY, No. 27 Ann-street.

De retour à New-York, où il est connu depuis vingt ans pour faire les Perruques et Toupets à la perfection.

Entraîné par le désir de plaire, ou de prouver aux personnes de goût, qu'il fait nombre des talens distingués qui existent à New-York, dans l'art d'ajouter quelque chose à la beauté et d'embellir, ou cacher la déchéance, par une merveilleuse illusion trompeuse à l'œil le plus clair voyant, prévient le public, (se croyant sur de la satisfaction) que tout positif en cheveux fabriqué par lui qui ne donnerait pas une complète satisfaction, sera remplacé par d'autre au goût de la personne, sans autre frais que le transport, et même il rendra l'argent, si on le désire, mais la perruque n'ayant servi.

On peut s'adresser à lui pour une perruque, en lui envoyant la mesure du tour de la tête, et celle depuis la naissance des cheveux du front jusqu'à la jointure de la première vertèbre à la nuque, passant sur l'occiput, et y joindre un échantillon des cheveux.

Pour un toupet il faut couper un papier de la grandeur de la nudité: étant habitude de contenir les personnes, on peut s'adresser à lui, si on désire de l'ouvrage bien fait; si la personne désire du courant et bon marché, il n'en fait pas: le prix d'une perruque 15 piastres, d'un toupet 10. 44...6 m

## AUX FAMILLES FRANÇAISES.

Un jeune homme désire obtenir une chambre agréable, non garnie, avec le déjeuner et le thé dans une famille française, dans l'intention de parler la langue française. Une situation dans ou près de Broadway, au-dessus de Chamber street, sera préférée. S'adresser au bureau du New-York American, à Mr. A. T. V. un billet désignant la situation et le prix. 64-2 f

## BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandises, bagage, etc.; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des Etats-Unis; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGUNZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes qualités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

## CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraît tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit: à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

A PHILADELPHIE.....	MM. F. HUTTNER.
BALTIMORE.....	ALFRED MORTON.
WASHINGTON, D. C.....	PISLEY THOMPSON.
NORFOLK, Va.....	PASCAL SCHISANO.
SAYANNAH.....	JOSEPH AUZE.
AUGUSTA, (Ge).....	J. P. SETZE.
CHARLESTON.....	JUL. TAYL.
N.-ORLÉANS.....	F. GILLET & Cie.
OPELOUSAS, La.....	CHS. THIENEMAN.
DONALDSONVILLE, La.....	Frs. LEFORT, D. de P.
BATON-ROUGE, La.....	LOUIS SHEPPERS.
PLAQUEMINE, La.....	LS. DESOBRY, D. de P.
ST.-MARTINSVILLE, La.....	ADRIAN DUMARTRAIT.
VERMILLONVILLE, La.....	E. CHAIX, Directeur de la Poste.
MOBILE, Alabama.....	BASIL MESLIER.
ST.-LOUIS, Missouri.....	GABRIEL PAUL.
NASHVILLE, Tenn.....	PAUL NEGRIN.
WEST-POINT, N.-Y.....	JOSEPH DU COMMUN.
ALBANY, N. Y.....	E. CROSWELL, Albany Argus.
TROT, N. Y.....	F. ADANCOURT.
UTICA.....	SAMUEL D. DAKIN.
BURLINGTON, Vt.....	CHAUNCEY GOODRICH.
BOSTON.....	F. SALES, Foreign Book-store
	No. 35 Washington-street.
POTLAND, Me.....	SAMUEL COLMAN.
QUÉBEC.....	NEILSON & COWAN.
MONTRÉAL.....	E. FABRE.
ST.-THOMAS.....	JOHN THOMPSON.
ST.-PIERRE, MARTINIQUE.....	JOHN M. DINOIS.
POINTE-A-PITRE, GUADELOUPE.....	SEGRETAIR.
CARTHAGÈNE.....	EDOUARD GRISOLLE.
HAVANNAH.....	DON JOSÉ DE LA COVA.
PORT-AU-PRINCE.....	FERRAND DE BEAUDIER.

## PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.  
\$15, sans le Journal.  
\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.